



**RAPPORT ANNUEL
2001-2002**

Corporation de développement économique communautaire
2339, rue Beaubien Est, Montréal (Québec) H2G 1N1

TABLE DES MATIÈRES

DÉVELOPPEMENT DU POTENTIEL SOCIO-ÉCONOMIQUE

A LES GRANDS PROJETS	3
A-1 ÉTUDES ET PLANIFICATION	6
A-2 CONCERTATION	9
A-3 PROMOTION	15

SERVICE AUX ORGANISMES ET EMPLOYABILITÉ

B-1 ACCUEIL ET RÉFÉRENCE	17
B-2 INFO-GROUPE	17
B-3 SERVICES CONSEILS AUX ORGANISMES	17
B-4 FORMATION GÉNÉRALE, PROFESIONNELLE ET TECHNIQUE	19
B-5 PROMOTION DE L'EMBAUCHE LOCALE	21
B-6 FONDS D'INITIATIVES LOCALES	23
B-7 SUPPORT À DES PROJETS SPÉCIAUX	24
B-8 FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ	30

SERVICE AUX ENTREPRISES

C-1 ACCUEIL ET RÉFÉRENCE	31
C-2 INFORMATION ET FORMATION	31
C-3 SERVICES CONSEILS AUX ENTREPRISES	34
C-4 AUTRES PROJETS EN ENTREPRENEURSHIP	43
C-5 AUTRES ÉVÉNEMENTS ET PROJETS SPÉCIAUX	51
C-6 SOUTIEN AUX ARTÈRES COMMERCIALES	53
C-7 FINANCEMENT	58
C-8 ÉCONOMIE SOCIALE	60

DÉVELOPPEMENT DU POTENTIEL SOCIO-ECONOMIQUE	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
A- LES GRANDS PROJETS	<p>Retirer le maximum de retombées positives de l'implantation du CHUM</p> <p><i>Positionner l'arrondissement comme Pôle Santé.</i></p> <p><i>S'assurer que les entreprises du territoire, les travailleurs autonomes et les regroupements commerciaux profitent de la venue du CHUM.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Obtention du financement de la phase 1 d'une étude de potentiel de développement d'un Pôle Santé grâce à une entente de partenariat avec le Fonds de solidarité et la participation financière de Développement économique Canada et de la Caisse populaire Desjardins Petite-Patrie. ▪ Réalisation de la phase 1 de l'étude qui vise à déterminer le potentiel de développement d'un tel pôle et d'en déterminer la meilleure localisation confiée à la firme Innovitech. Les résultats de l'étude sont positifs quant à la réalisation d'un pôle industriel en recherche et développement dans le domaine de la santé et recommande la mise en place d'un comité d'implantation coordonné par la CDEC. <p><i>Assurer un arrimage entre le plan d'aménagement du CHUM et la vision de développement du milieu pour le quartier Petite-Patrie</i></p> <p><i>Déposer un mémoire sur le plan d'aménagement du CHUM à la Commission de développement urbain</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Quatre rencontres d'échange entre des représentants de la SICHUM et le comité de travail de la CDEC sur le CHUM. Le comité de travail est composé d'un entrepreneur, d'un représentant du chapitre Rosemont–Petite-Patrie de la Chambre de commerce de l'Est, du commissaire industriel du territoire, d'une représentante des associations de commerçants du quartier, d'une représentante du CLE, d'une représentante de la table de concertation logement-aménagement Petite-Patrie, d'un représentant de chacun des CLSC du territoire, d'un urbaniste, d'un représentant de la firme qui réalise pour la CDEC les études de potentiel de développement des abords de la voie ferrée, du président et du directeur général de la CDEC. ▪ Diverses rencontres de travail entre les représentants de la CDEC et les consultants de la SICHUM en vue d'harmoniser nos études respectives et de s'assurer que les préoccupations du milieu soient prises en compte. ▪ Dans le contexte de la réorganisation municipale, le moment et la procédure de consultation sur le plan d'intégration du CHUM n'ont pas encore été déterminés par la Ville de Montréal. En temps et lieu, la CDEC entend y participer activement.

DÉVELOPPEMENT DU POTENTIEL SOCIO-ECONOMIQUE	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>Assurer la survie et le développement du cinéma Le Dauphin</p> <p><i>Présenter une offre d'achat, élaborer le plan d'affaires et obtenir le financement nécessaire.</i></p> <p><i>Mettre en place un OBNL pour gérer le cinéma.</i></p> <p><i>Mettre en place un comité de travail regroupant les acteurs locaux du développement culturel tels la Maison de la culture, le Service de la culture de la Ville de Montréal et les entreprises et organismes culturels pour élaborer les différents projets.</i></p> <p><i>Élaborer une programmation qui ajoute à la projection de films divers événements culturels.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise sur pied d'un organisme à but non lucratif, la Corporation de développement Le Dauphin pour acquérir et gérer le cinéma. Deux sièges du conseil d'administration de la Corporation sont réservés à la CDEC. ▪ Plan d'affaires et montage financier réalisés. Investissements FLI et FIES. Participation financière du ministère de la Culture, du ministère des Affaires municipales et de la Métropole, de la Ville de Montréal et du RISQ. ▪ Entente d'occupation fin août 2001. Offre d'achat acceptée le 3 octobre 2001. ▪ Le plan d'affaires prévoit le rajeunissement des équipements et la division d'une des deux salles ce qui permettra de disposer de trois salles, dont l'une multifonctionnelle. Un comité ayant pour mandat de voir à la réalisation des travaux de rénovation a été mis en place. Début des travaux (rénovation et création de la 3^e salle) prévu à la mi-mai 2002. ▪ Mise sur pied d'un comité de travail : Pôle culturel Rosemont-Petite-Patrie qui verra au développement d'activités culturelles à l'échelle de l'arrondissement autour du Cinéma Beaubien. Une offre de service de la CDEC aux organismes et entreprises culturels sera également élaborée. <p>Tenue de trois rencontres de travail qui ont permis l'élaboration d'un plan d'action à court terme.</p> <p>Tenue d'une rencontre de réflexion et d'exploration de pistes de partenariat avec les responsables du dossier de la culture de la Ville de Montréal pour l'arrondissement.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La gestion du cinéma par l'OBNL s'avère déjà, en moins d'un an, profitable tant au plan financier qu'au plan des retombées structurantes pour les commerçants et la vitalité de l'arrondissement. <p>Maintien de huit emplois, création de dix emplois. D'autres créations d'emplois prévues à la fin des travaux.</p>

DÉVELOPPEMENT DU POTENTIEL SOCIO-ECONOMIQUE	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>Affluence augmentée du double au triple (chiffres définitifs de Cineplex Odeon non encore disponibles). Effet positif de cette affluence probant chez les commerçants avoisinants (hausse du chiffre d'affaires).</p>
	<p>Coordonner un plan d'action en développement durable</p> <p><i>Produire un plan d'action concerté en développement durable pour l'arrondissement Rosemont-Petite-Patrie.</i></p> <p><i>Obtenir le financement nécessaire pour mettre en œuvre ce plan d'action.</i></p> <p><i>Mettre sur pied un comité avisier en collaboration avec le ministère de l'Environnement du Québec.</i></p> <p><i>Intéresser les organismes du milieu à développer des projets communs qui s'inscrivent dans les priorités du PLACÉE et des quartiers.</i></p> <p><i>Mettre l'accent sur la performance environnementale d'entreprises technologiques, les projets de revitalisation urbaine et l'emploi.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Obtention du financement pour la réalisation d'une ébauche de plan d'action concerté. ▪ Consultation auprès d'organismes ciblés et rédaction d'un plan préliminaire d'action concerté. ▪ Processus d'analyse concertée du plan d'action reporté à l'année 2002-2003. ▪ Atelier conférence sur le développement durable prévu le 17 avril 2002.
	<p>Soutenir le développement du Technopôle Angus</p> <p><i>Contribuer au financement des entreprises qui s'installeront au Technopôle Angus.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Trois entreprises financées. <p><i>Contribuer au financement des projets d'économie sociale déjà installés ou qui se développeront au Technopôle Angus.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Deux projets financés. <p><i>Collaborer au recrutement et à la sélection des employés des entreprises du Technopôle Angus.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La CDEC a collaboré au recrutement et à la présélection pour onze entreprises pour combler 35 postes. ▪ 75 % d'embauche locale.

DÉVELOPPEMENT DU POTENTIEL SOCIO-ECONOMIQUE	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
A-1 ÉTUDES ET PLANIFICATION	<p>Développer, dans le contexte de l'implantation du CHUM, une vision globale de l'aménagement du secteur compris entre la rue Papineau, la voie ferrée et les rues Saint-Denis et Bellechasse ainsi que du secteur Marconi-Alexandra.</p> <p><i>Réaliser une étude de potentiel de développement résidentiel, commercial, industriel et communautaire du secteur compris entre la rue Papineau, la voie ferrée et les rues Saint-Denis et Rosemont ainsi que du secteur Marconi-Alexandra.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Financement de 80 000 \$ du ministère des Affaires municipales et de la Métropole obtenu en juillet 2001 ayant permis la réalisation de la phase 2 de l'étude en lien avec le projet d'implantation du nouveau CHUM.¹ Le Groupe Cardinal Hardy/Denoyers Mercure a été mandaté pour la réaliser. ▪ Le premier volet de l'étude a été déposé au comité de suivi des priorités de la Petite-Patrie fin décembre 2001 et le deuxième volet en mars 2002. <p><u>1^{er} volet : Secteur sud de la Petite-Patrie (délimité par la rue Papineau, la voie ferrée, la rue St-Denis et le boul. Rosemont) :</u></p> <p>Porte sur le potentiel de développement résidentiel de ce secteur en tenant compte des conclusions de la première étude (site des ateliers municipaux du métro Rosemont et de l'incinérateur) et évalue plus particulièrement les opportunités de reconversion résidentielle des trois îlots industriels de ce secteur.</p> <p><u>2^e volet : Secteur industriel Marconi-Alexandra (délimité par la voie ferrée et les rues Jean-Talon et Clark) :</u></p> <p>Dresse un portrait des conditions existantes, des activités et du milieu physique de ce secteur, en évalue le potentiel de développement et de relance et évalue si la venue du CHUM peut influencer la vocation et le repositionnement du parc industriel Marconi-Alexandra.</p>

¹ Une première phase d'étude a été complétée en décembre 2000 par le Groupe Cardinal Hardy/Desnoyers Mercure. Le ministère des Affaires municipales et de la Métropole, dans le cadre de l'enveloppe Quartiers ciblé, avait accordé un montant de 60 000 \$ pour la réalisation de ce premier volet de l'étude.

DÉVELOPPEMENT DU POTENTIEL SOCIO-ECONOMIQUE	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p><i>Tenir, à l'automne 2001, une consultation publique sur les résultats des études de potentiel de développement résidentiel, industriel et commercial, des secteurs ciblés par les études.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La CDEC a tenu le 9 avril 2001 une journée d'information qui réunissait 70 représentants d'organismes, institutions et regroupement d'affaires de la Petite-Patrie. L'objectif était de diffuser et d'expliquer les résultats de la première phase d'étude afin que les acteurs du milieu puissent en valider les résultats et contribuer à la définition d'une vision commune de développement des abords de la voie ferrée. ▪ Divers outils d'information ont été produits et largement diffusés pour permettre aux intervenants et à la population de s'approprier les résultats de la première phase d'étude et de participer à la consultation publique: articles dans le journal local, bulletin d'information et résumé de l'étude. ▪ Une première séquence d'audience de commentaires a eu lieu le 18 octobre 2001 sur le développement résidentiel du site du métro Rosemont. ▪ Un rapport de consultation a été produit faisant état des propositions des consultants, du processus de consultation, de la participation, des opinions émises et des divers points de consensus dégagés.² Consensus général pour un projet de développement résidentiel communautaire.
	<p>Positionner l'arrondissement comme Pôle Santé.</p> <p><i>Réaliser une étude de faisabilité sur le développement d'un pôle santé complémentaire à l'offre du CHUM : créneaux à cibler, espaces disponibles et nécessaires, etc.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Obtention du financement de la phase 1 d'une étude de potentiel de développement d'un Pôle Santé grâce à une entente de partenariat avec le Fonds de solidarité et la participation financière de Développement économique Canada et de la Caisse populaire Desjardins Petite-Patrie. ▪ Réalisation de la phase 1 de l'étude qui vise à déterminer le potentiel de développement d'un tel pôle et d'en déterminer la meilleure localisation confiée à la firme Innovitech. Les résultats de l'étude sont positifs quant à la réalisation d'un pôle industriel en recherche et développement dans le domaine de la santé et recommande la mise en place d'un comité d'implantation coordonné par la CDEC.

² Note : Le financement de la deuxième phase d'étude n'ayant été accordé qu'en juillet dernier, le Comité de suivi des priorités de la Petite-Patrie a opté pour une consultation en séquences. D'autres consultations devront avoir lieu à la suite des résultats de la deuxième phase d'étude en lien avec les études publiques qui seront menées par la Ville de Montréal sur le plan particulier d'urbanisme du CHUM.

DÉVELOPPEMENT DU POTENTIEL SOCIO-ECONOMIQUE	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>Centre de suivi pour dirigeants de plus de 35 ans : assurer la continuité et la croissance des petites entreprises récemment en opération dont les dirigeants ont plus de 35 ans.</p> <p><i>Collaborer avec le Centre de suivi des SAJE ou d'autres partenaires intéressés par la mise sur pied d'un projet pilote.</i></p> <p><i>Collaborer avec Développement économique Canada et le MIC pour obtenir le financement d'un projet pilote.</i></p> <p><i>Démarchage d'entreprises et offre, à des entreprises témoins, d'un service d'interventions spécialisées dans le cadre du projet pilote.</i></p> <p><i>Collecter les données, analyser et évaluer les besoins réels de ce type de clientèle.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ce projet est présentement en révision.

DÉVELOPPEMENT DU POTENTIEL SOCIO-ECONOMIQUE	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
A-2 CONCERTATION	<p>Réaliser les priorités identifiées au plan de relance de la Petite-Patrie.</p> <p><i>Continuer à présider et coordonner le Comité de suivi des priorités de la Petite-Patrie.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Tenue de six rencontres du comité qui ont permis aux membres de s'approprier les conclusions la deuxième phase d'étude sur le potentiel de développement des abords de la voie ferrée, de s'informer sur le projet d'implantation du CHUM et sur le projet de la CDEC pour la désignation d'un pôle santé en périphérie du CHUM, de formuler des consensus sur le développement du site des ateliers municipaux du métro Rosemont et de définir les priorités Petite-Patrie pour le Sommet de Montréal. <p><i>Service conseil auprès des promoteurs pour la réalisation de projets liés aux priorités du plan de relance de la Petite-Patrie</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Depuis le lancement du PLACÉE en 1999, plus de 6 M\$ ont été injectés dans la Petite-Patrie par le gouvernement du Québec, la Ville de Montréal et les fonds locaux gérés par la CDEC. Ce montant n'inclut pas les investissements consentis dans le quartier par la CSDM. Voici les projets réalisés où la CDEC a joué un rôle déterminant : <ul style="list-style-type: none"> • 6 projets financés par le Fonds d'investissement en économie sociale en services alimentaires et culture. • 13 projets d'entreprises financés par les fonds en capital de risque (FLI, SOLIDE, FDEM) . • 6 projets d'employabilité ont été financés par le Fonds d'initiatives locales. • 5 projets financés par le Fonds de lutte contre la pauvreté. • La sauvegarde et la relance du cinéma Beaubien. • Un CPE financé par le FLI créant 60 nouvelles places en garderie qui sont déjà comblées. ▪ Tous ces projets financés ont permis la création ou le maintien de 205,5 emplois. <p><i>Réaliser diverses activités d'information et de consultation auprès des intervenants et de la population de la Petite-Patrie.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Diffusion de trois bulletins auprès d'une centaine d'intervenants de tous les secteurs et auprès de la population de la Petite-Patrie transmettant de l'information sur les études de potentiel de développement et les réalisations du Chantier Petite-Patrie et les invitant à faire part de leurs commentaires.

DÉVELOPPEMENT DU POTENTIEL SOCIO-ECONOMIQUE	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p style="text-align: center;"><i>Mise en place coordination de diverses concertations.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place d'une page WEB et publication d'un encart dans le journal local sur la formation générale, technique et professionnelle. ▪ Publication et diffusion d'une carte des ressources en employabilité. ▪ Poursuite du projet-pilote de formation générale et professionnelle « En route vers l'aérospatiale » à l'école Marie-Médiatrice. ▪ Réalisation d'un projet de lutte au décrochage scolaire du groupe CLIPP dans les écoles primaires de la Petite-Patrie. ▪ Développement d'un réseau de formation et d'accès gratuit à Internet pour la population de la Petite-Patrie. ▪ Consolidation du Magasin-partage Petite-Patrie, un organisme voué à la lutte à la faim et à la pauvreté. <p style="text-align: center;"><i>Participation aux divers lieux de concertation dans la Petite-Patrie.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Table des CPE Petite-Patrie</u> (voir C-8) <p>La CDEC a commandé une étude de besoins en formation et en accompagnement des gestionnaires de CPE.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Table logement Petite-Patrie</u> <p>La CDEC, par sa participation à la Table Logement Petite-Patrie, a contribué à l'identification et à la réalisation de priorités de la Table pour 2001-2002, soit le projet d'habitation communautaire St-Étienne pour lequel la CDEC a obtenu de Home Depot un don de 20 000 \$ pour les appartements pour jeunes mères, le projet du Centre communautaire jeunesse, une campagne d'information sur le développement des abords de la voie ferrée. Enfin, notre participation au sein de la Table a permis d'associer davantage le milieu au projet du CHUM.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Table jeunesse Villeray/Petite-Patrie</u> <p>La CDEC, en collaboration avec la Table jeunesse Villeray/Petite-Patrie, a initié l'an dernier une démarche de concertation sur la problématique du décrochage scolaire et a mis en place un groupe de travail sur le décrochage scolaire dans la Petite-Patrie. Des projets ont été réalisés avec divers partenaires : la CSDM, des écoles primaires, l'école Pierre-Marquette, le Centre intergénération (CLIPP) et Déclis (Voir B-4). Le groupe de travail sera dorénavant coordonné, à raison de deux rencontres par années, par les deux conseillers à la communauté de la CSDM. La CDEC poursuivra son soutien à la réalisation du projet par son service aux organismes.</p>

DÉVELOPPEMENT DU POTENTIEL SOCIO-ECONOMIQUE	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Comité des lève-tôt de la Petite-Patrie.</u> Participation à cinq rencontres de cette instance d'échange. <p>Assurer des arrimages entre le Comité de suivi des priorités de la Petite-Patrie, le Comité de travail de la CDEC sur le CHUM et la SICHUM.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Tenue de quatre rencontres d'information et d'échange avec des représentants de la SICHUM sur le projet de développement et le programme d'intégration urbaine du CHUM en lien avec les projets du milieu. ▪ Diverses rencontres de travail entre les représentants de la CDEC et les consultants de la SICHUM en vue d'harmoniser nos études respectives et de s'assurer que les préoccupations du milieu soient prises en compte. <p>Contribuer à la réalisation des priorités du quartier de Rosemont.</p> <p><i>Participer activement aux différents lieux de concertation dans Rosemont tels le Comité d'appui au Centre communautaire dans l'ancien poste de police 51, la Table jeunesse de Rosemont, l'Instance de quartier, Initiatives Rosemont, la Table des CPE de Rosemont, le Comité accessibilité Rosemont.</i></p> <p><i>Soutenir et contribuer à la réalisation de projets liés au Portrait de quartier de Rosemont dont la faim et la problématique jeunesse.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Développement de l'emploi et de l'employabilité</u> La CDEC a permis la création ou la consolidation de 282 emplois par le financement de neuf projets d'économie sociale (FIES), sa contribution au processus d'embauche locale de 11 entreprises du Technopôle Angus et de deux entreprises de la rue Beaubien, le financement de six entreprises par les fonds en capital de risque (FLI, SOLIDE, FDEM), dont deux centres à la petite enfance. De plus deux projets d'employabilité par le Fonds d'initiatives locales et d'un projet par le Fonds de lutte contre la pauvreté ont été financés. ▪ <u>Développement de lieux d'hébergement temporaires</u> La CDEC a participé, au sein de l'Instance de quartier Rosemont, à l'élaboration d'un plan d'action ayant pour objectif l'augmentation de l'offre de logement social, le support à des projets spéciaux, la réalisation du projet Grandes familles, la réalisation de la phase 2 d'Habitations Nouvelles Avenues et des projets résidentiels sur le site du Centre Préfontaine et sur un ancien terrain du CP au site Angus.

DÉVELOPPEMENT DU POTENTIEL SOCIO-ECONOMIQUE	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p><u>Développement de lieux de socialisation</u></p> <p>La CDEC a participé au comité de stratégie pour l'implantation d'un centre communautaire dans l'ancien poste de police no 51. Une entente s'est récemment conclue entre la Ville de Montréal et les organismes communautaires de Rosemont pour l'installation possible de services de loisirs de la Ville en juillet 2002 et pour l'aménagement des locaux pour le groupe Jeunesse Accès-cible Rosemont, la CDC Rosemont et de nouveaux projets en économie sociale (salle à manger communautaire, atelier de cuisine collective, halte-répit) qui s'installeront en 2003.</p> <p>La CDEC a initié un projet de mise en place d'un réseau d'accès gratuit à Internet pour la population de l'arrondissement. En collaboration avec Communautique et six organismes du milieu, la CDEC, qui a obtenu un financement de 85 000 \$ du gouvernement du Canada, a contribué à l'ouverture dans le quartier Rosemont de trois points d'accès gratuit à Internet où est offerte une formation. (Voir B-7, PAC- Communautique)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Sécurité alimentaire</u> <p>La CDEC soutient le Magasin-partage de Rosemont Bouffe-Action dans ses activités d'autofinancement et par ses services conseils pour l'élaboration d'un projet d'économie sociale « service de cafétéria ».</p> <p style="text-align: center;"><i>Participer activement aux différents lieux de concertation dans Rosemont</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Table des CPE Rosemont</u> (voir C-8) <p>La CDEC a mis en place un comité de travail pour l'implantation d'un service de garde au Centre d'éducation pour adultes Marie-Médiatrice en collaboration avec un CPE de Rosemont, La Galijode, et soutient la réalisation du CPE sans frontière sur les terrains Angus. La CDEC a commandé une étude de besoins en formation et en accompagnement des gestionnaires de CPE.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Table jeunesse Rosemont</u> <p>La CDEC a initié l'an dernier une démarche de concertation, en collaboration avec la Table jeunesse Rosemont, sur la problématique du décrochage scolaire et a mis en place un groupe de travail sur le décrochage scolaire dans Rosemont. Un projet est présentement en élaboration avec un ensemble de partenaires, soit l'analyste de la CSDM, trois écoles primaires et deux groupes communautaires. Le groupe de travail sera dorénavant coordonné, à raison de deux rencontres par année, par les deux conseillers à la communauté de la CSDM. La CDEC poursuivra son soutien à la réalisation du projet.</p>

DÉVELOPPEMENT DU POTENTIEL SOCIO-ECONOMIQUE	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Comité accessibilité Rosemont</u> Participation à quatre rencontres du comité. Dans le cadre du projet Jeunesse de Rosemont, collaboration au dossier portant sur le rapprochement des familles immigrantes avec les écoles primaires et préparation d'un bilan de situation interculturelle dans une école (problèmes, besoins, attentes). ▪ <u>Initiatives Rosemont</u> Participation au conseil d'administration d'Initiatives Rosemont. Élaboration et octroi d'un mandat à un consultant pour élaborer un plan de développement de l'organisme. Suite à ce mandat le conseil d'administration a décidé d'élargir son territoire d'intervention à celui de l'arrondissement. Les champs d'intervention sont présentement à l'étude. <p>Participer à toute concertation locale et régionale qui favorise le développement socio-économique de l'arrondissement.</p> ▪ <u>Chapitre Rosemont–Petite-Patrie de la Chambre de commerce de l'Est</u> Participation à la publication d'un encart spécial sur l'achat local dans le journal Rosemont–Petite-Patrie. Le directeur de la CDEC agit à titre de directeur du Chapitre depuis août 2001 et siège au conseil d'administration de la Chambre de commerce et de l'industrie de l'Est de l'île de Montréal. ▪ <u>Conseil d'établissement de l'École des métiers de l'informatique, du commerce et de l'administration de Montréal (auparavant l'école Stella-Maris)</u> Participation à une rencontre. ▪ <u>Conseil d'établissement du Centre d'éducation aux adultes Marie-Médiatrice</u> Participation à trois rencontres. La CDEC assure la vice-présidence du conseil d'établissement. ▪ <u>Comité aviseur du Carrefour jeunesse emploi</u> Analyse et sélection des ententes de services pour l'année 2002-2003 (Le Drop-In et 1001 usages du Carrefour communautaire de Rosemont L'Entre-Gens, Déclic, Le Centre N'a Rive, la Coopérative jeunesse de services de l'organisme La Piaule, Le Groupe Conseil Saint-Denis). Participation à deux assemblées spéciales sur la participation des organismes au sein du CJE et l'autonomie du CJE en regard du Groupe Conseil Saint-Denis. Participation à quatre rencontres régulières du comité aviseur.

DÉVELOPPEMENT DU POTENTIEL SOCIO-ECONOMIQUE	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Inter-CDEC et Regroupement des CDEC et concertation des responsables de secteurs d'activités précis</u> Participation à onze rencontres des CDEC de Montréal et à deux rencontres du Regroupement des CDEC du Québec. Le directeur général de la CDEC Rosemont–Petite-Patrie représente l'Inter-CDEC au conseil d'administration du Chantier de l'économie sociale ainsi qu'au collège communautaire du CRDÎM. Comité employabilité : La CDEC a initié et anime un groupe de travail d'agents en employabilité de cinq CDEC ayant pour objectif le partage d'expérience et de solutions pour mieux desservir les clientèles les plus éloignées du marché du travail (référence de clientèle du CLE vers les ressources externes, projets novateurs en formation et en insertion sociale. De plus, elle a obtenu l'appui de cinq CDEC pour travailler à la réalisation d'une formation sur les fondations privées destinée aux agents des CDEC. 5 CDEC habillement : Coordination, préparation et réalisation, en collaboration avec 4 autres CDEC, de 3 ateliers de formation et d'une journée de réflexion sur l'industrie de l'habillement. (Voir C-4) <i>Représenter l'Inter-CDEC au Carrefour québécois de développement local.</i> ▪ Participation à deux rencontres du conseil d'administration. L'Inter-CDEC a, par la suite, pris la décision de ne plus participer à ce conseil. <i>Participer aux rencontres du Comité des partenaires du Carrefour d'intégration du Nord.</i> ▪ Participation à une rencontre. <p>Favoriser et soutenir la participation du milieu aux instances démocratiques de la CDEC (assemblée générale, collèges électoraux, conseil d'administration).</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 115 personnes ont participé à l'assemblée générale annuelle de la CDEC et, parmi eux, près de 70 membres provenant des différents collèges électoraux. Les assemblées des différents collèges électoraux se sont tenus avant l'assemblée générale. La CDEC regroupe près de cent membres qui collaborent à différents comités de travail ou tables de concertation. ▪ Le conseil d'administration s'est réuni à neuf reprises. Outre ses mandats administratifs, il a travaillé à l'orientation du plan d'action et des grands dossiers de la CDEC. Plusieurs membres du conseil d'administration siègent sur les comités de gestion des fonds locaux et sur les comités de travail de la CDEC.

DÉVELOPPEMENT DU POTENTIEL SOCIO-ECONOMIQUE	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
A-3 PROMOTION	<p>Faire connaître le Service aux organismes et à l'employabilité de la CDEC.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Point d'information sur l'offre de service aux organismes et à l'employabilité lors de l'assemblée du collège communautaire le 13 septembre 2001. ▪ Article sur l'offre de service aux organismes et à l'employabilité diffusé dans le bulletin d'information communautaire de la CDC de Rosemont. ▪ Rencontre d'information sur les services offerts par la CDEC joignant 30 personnes de l'Atelier Artisanat. ▪ Publication et diffusion d'un bulletin d'information sur le développement des abords de la voie ferrée (Chantier Petite-Patrie). ▪ Parution de trois articles dans le journal local sur le développement des abords de la voie ferrée. ▪ Création d'une page Internet sur les ressources en formation générale professionnelle et technique : www.formation-rosemont-petite-patrie.com ▪ Publication d'un encart spécial sur les ressources en formation générale, professionnelle et technique dans le journal local. ▪ Publication d'une carte des ressources en employabilité dans l'arrondissement. <p style="text-align: center;"><i>Concevoir un dépliant présentant la nouvelle offre de service aux organismes et à l'employabilité de la CDEC.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Publication et diffusion (500 exemplaires) d'un dépliant décrivant l'offre de service aux organismes et à l'employabilité. <p style="text-align: center;"><i>Produire une pochette d'information à l'intention des promoteurs d'initiatives locales et des organismes de l'arrondissement.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Travail préliminaire en cours, réalisation prévue en 2002-2003. <p style="text-align: center;"><i>Faire la promotion des fonds locaux dédiés aux OBNL.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 90 organismes et 184 entreprises ont reçu une lettre d'information sur le Fonds d'initiatives locales.

DÉVELOPPEMENT DU POTENTIEL SOCIO-ECONOMIQUE	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>Faire la promotion des services et des fonds de la CDEC ainsi que de ses réalisations</p> <p><i>Distribution de matériel de promotion.</i></p> <p><i>Achat d'espaces publicitaires.</i></p> <p><i>Articles dans le journal local.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Neuf parutions de publicités dans les journaux locaux. ▪ Dix articles dans le journal local sur la CDEC et ses réalisations. ▪ Deux articles dans le bulletin d'information communautaire de la CDC de Rosemont. ▪ De nombreux articles et parutions sur la sauvegarde du Cinéma Beaubien (Le Dauphin) réalisée par la CDEC : <ul style="list-style-type: none"> 4 dans le journal local 2 dans La Presse 3 articles et 1 mention dans Le Devoir 1 dans le Journal de Montréal 1 article web de Montréal Plus 1 lettre circulaire du député fédéral dédié à ce sujet ▪ Travail préliminaire à l'ouverture d'un site Internet dans l'année 2002-2003.

SERVICES AUX ORGANISMES ET À L'EMPLOYABILITÉ	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
B-1 ACCUEIL ET RÉFÉRENCES	<p>Offrir aux personnes en recherche d'emploi de l'information sur l'accès au marché du travail.</p> <p><i>Donner de l'information sur les ressources du territoire et y référer les personnes en recherche d'emploi.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La CDEC a répondu à 1 860 demandes d'information. <p><i>Afficher les offres d'emplois, de stages et de formation fournies par le CLE, le CJE, les entreprises et organismes du territoire et mettre à la disposition des usagers les offres d'emplois et de formation publiées dans les journaux.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 880 utilisateurs des outils du centre de documentation. <p><i>Dispenser, dans les organismes, des sessions d'information sur le marché du travail et sur les programmes et services offerts, au local et au régional, en recherche d'emploi.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Tenue de deux rencontres d'information sur les services offerts par la CDEC et les ressources et programmes en recherche d'emploi. Trente personnes rejointes à l'Atelier d'artisanat Centre-Ville et vingt étudiants au Collège de Rosemont. ▪ Tenue d'une rencontre d'information sur les principaux employeurs de l'arrondissement, l'utilité des stages en entreprises et la préparation pour intégrer le marché du travail à vingt étudiantes du programme <i>Ma place au soleil</i> du Centre d'éducation aux adultes Marie-Médiatrice.
B-2 INFO-GROUPE	<p><i>À la suite d'une entente de complémentarité avec le CLE Rosemont–Petite-Patrie et les autres ressources en employabilité du territoire, la CDEC oriente ses services en soutien aux organismes en employabilité plutôt qu'en services aux individus.</i></p>
B-3 SERVICES CONSEILS AUX ORGANISMES	<p>Contribuer à la réalisation des grands projets de la CDEC et soutenir les initiatives du milieu.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'équipe du service aux organismes a contribué à la réalisation des grands projets en travaillant à l'embauche locale dans les entreprises du Technopôle Angus et du Cinéma Beaubien (Le Dauphin).

SERVICES AUX ORGANISMES ET À L'EMPLOYABILITÉ	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>S'assurer que les fonds locaux aient un impact structurant sur le milieu</p> <p><i>Offrir un service conseil aux OBNL comprenant différents volets : accueil-référence, avis sur un projet, aide à l'élaboration de projets, accompagnement de promoteurs pour qualifier un projet à un fonds local, montage financier et financement, aide à l'élaboration de plans de marketing, aide au recrutement, à la sélection et à l'embauche de personnel, formation des intervenants. Au besoin, offrir un service conseil express pour répondre rapidement à des questions pointues.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Depuis avril 2001, 79 promoteurs OBNL ont profité des services conseils de la CDEC. ▪ Le service conseil aux organismes a été évalué au printemps 2001 et réorganisé en fonction des besoins exprimés par le milieu et des mandats dévolus à l'équipe de ce service. Ainsi, deux agents sont affectés à l'accueil et l'accompagnement des promoteurs dans l'élaboration de projets et demandes de financement. Deux autres agents offrent des services conseils liés respectivement à l'embauche et à l'employabilité. ▪ L'équipe du Service aux organismes et à l'employabilité travaille en collaboration avec les agents du Service aux entreprises sur des projets d'économie sociale et des projets demandant des montages financiers incluant des fonds en capital de risque. La CDEC a soutenu vingt-huit organismes et entreprises dans leur processus de recrutement et de sélection (identification des besoins, profil des postes, diffusion des offres d'emploi, publicité, réalisation des grilles d'entrevue, présélection, participation aux comités de sélection). <p><i>Se doter d'un processus de soutien d'urgence à des organismes en difficulté.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Cinq organismes en difficulté ou rencontrant des défis majeurs relatifs au financement, au démarrage ou à la consolidation ont profité d'un « service d'urgence ». <p><i>Se doter d'une base de données informatisée permettant d'assurer le suivi des projets des promoteurs et organismes.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une base de données maison a été conçue et a permis de tenir un fichier à jour des promoteurs, des demandes de service, des projets financés. Cet outil informatique minimal a été utilisé en attendant l'implantation d'une base de données clients commune aux CLD, LIC. Tous les agents ont suivi une formation sur l'utilisation de LIC. <p><i>Colliger toute l'information relative aux divers programmes de soutien et de financement des OBNL.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une pochette d'information a été mise à jour et est disponible pour chaque agent de la CDEC. On y retrouve les documents relatifs à différents fonds : FIES, FIL, FLCP, FJQ, FLI, SACA, fondations privées et subventions salariales.

SERVICES AUX ORGANISMES ET À L'EMPLOYABILITÉ	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
B-4 FORMATION GÉNÉRALE PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE	<p>Collaborer au relèvement de la qualification et de la formation de la population de l'arrondissement</p> <p><i>Coordonner le Comité d'action en formation générale, professionnelle et technique et contribuer à la promotion des ressources et projets en formation de l'arrondissement.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La CDEC coordonne le Comité d'action en formation générale, professionnelle et technique, composé de représentants d'institutions d'enseignement et d'organismes communautaires œuvrant en formation. Le plan d'action prévoyait la promotion des ressources et la réalisation d'une formation pilote interpellant un ensemble de partenaires et favorisant l'insertion à l'emploi. <p>Réalisations : Page WEB sur le site du Collège de Rosemont et publication d'un encart dans le journal local pour promouvoir les ressources en formation. Projet-pilote de formation générale combinée à une formation professionnelle « En route vers l'aérospatiale ».</p> <p>Intensifier la lutte au décrochage scolaire</p> <p><i>Coordonner le groupe de travail sur la prévention de l'abandon scolaire et la réinsertion scolaire.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le groupe de travail mis en place par la CDEC, avec ses comités de quartier sur la lutte au décrochage scolaire, a tenu huit rencontres et suscité quatre rencontres des deux tables jeunesse de l'arrondissement avec pour résultat : <ul style="list-style-type: none"> ▪ La réalisation avec des organismes communautaires de trois activités d'information. Une activité lors de la rentrée scolaire et deux en cours d'année s'adressant au personnel, aux parents et aux élèves de l'école secondaire Père-Marquette. ▪ La publication et la diffusion d'une carte ressources s'adressant parents sur les services et ressources en prévention et réinsertion scolaire, en employabilité, les points d'accès gratuits à Internet, la sécurité alimentaire et sur d'autres services relevant du domaine de la santé et des services sociaux. Mille parents rejoints. ▪ La publication et la diffusion d'une carte ressources s'adressant aux élèves de l'école Père-Marquette sur les services et ressources en matière de prévention santé, sexualité, drogue, info MTS, abandon scolaire, lieux d'hébergement, expérience de travail, droits et responsabilité et autres. Mille jeunes rejoints. ▪ La production d'une émission télé sur le décrochage scolaire – D-Klik – diffusée le samedi matin. Ce projet conçu par Déclic, un organisme jeunesse, a été financé par le Fonds jeunesse Québec (97 000 \$, 52 jeunes rejoints, 2 emplois créés).

SERVICES AUX ORGANISMES ET À L'EMPLOYABILITÉ	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La réalisation en cours du projet <i>Agir</i> financé par le Fonds Jeunesse Québec. Ce projet est réalisé par CLIPP en lien avec l'école Père-Marquette et vise à initier les jeunes élèves à l'entrepreneuriat. (258 000 \$, 54 étudiants rejoints et 3 emplois consolidés.) ▪ La consolidation d'un projet conjoint d'aide aux devoirs et de soutien parental avec les écoles primaires de la Petite-Patrie et un organisme jeunesse, CLIPP. ▪ Élaboration d'un projet pilote d'aide aux devoirs et de soutien parental auprès de trois écoles primaires dans Rosemont. Dépôt prévu du projet au Fonds jeunesse Québec. <p style="text-align: center;"><i>Réaliser le projet pilote d'accompagnement de jeunes adultes au Centre Marie-Médiatrice « En route vers l'aérospatiale ».</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La CDEC, promoteur du projet, a confié à un organisme jeunesse de l'arrondissement, Déclic, la réalisation de ce projet d'accompagnement de vingt étudiants adultes visant l'obtention d'un diplôme d'études secondaires au Centre Marie-Médiatrice et une attestation de formation en montage de circuits imprimés et photonique à l'École d'aérospatiale. ▪ Le comité de suivi du projet, coordonné par la CDEC et composé de Déclic, du CLE, du Centre Marie-Médiatrice, de Formation Expert (CSDM), a réalisé un bilan et tracé les perspectives de développement de cette forme d'intervention en formation générale et professionnelle auprès d'une clientèle éloignée du marché du travail. Des projets de développement sont en voie d'élaboration pour septembre prochain. ▪ Onze étudiants ont terminé leur formation générale et ont débuté leur formation professionnelle le 25 mars dernier. La formation se poursuivra jusqu'au 27 septembre 2002. ▪ D'autre part, la CDEC travaille avec ses partenaires afin de développer des services auprès de la clientèle étudiante du Centre Marie-Médiatrice, tels que cafétéria et service de garde sur place. Ces services répondraient aux besoins exprimés par la clientèle du projet et contribueraient à la réussite scolaire. (Voir C-8)

SERVICES AUX ORGANISMES ET À L'EMPLOYABILITÉ	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
<p>B-5 PROMOTION DE L'EMBAUCHE LOCALE</p>	<p>Favoriser une plus grande coordination des interventions au plan de l'appariement de l'offre et de la demande dans l'arrondissement.</p> <p><i>Coordonner le Comité placement qui a pour mandat de coordonner la promotion, le recrutement et la sélection de la main-d'œuvre locale.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisation et animation de six rencontres du Comité placement. ▪ Coordination de la promotion, du recrutement et de la sélection de la main-d'œuvre locale avec les intervenants du comité. ▪ Traitement de 650 offres d'emploi et diffusion au Comité placement et aux organismes de la Table Insertion. ▪ Réalisation d'un portrait de l'offre de stages dans l'arrondissement. ▪ Établissement de liens entre cinq entreprises de l'arrondissement et le programme de stages du Collectif des femmes immigrantes. <p><i>Identifier les projets d'entreprises qui permettent l'embauche de main-d'œuvre à court et à moyen terme.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Plusieurs projets ont été identifiés dont quatre nouveaux Centres à la Petite enfance, la charcuterie La Queue de Cochon, le Cinéma Beaubien et Viasat. <p><i>Coordonner les opérations importantes de recrutement et de sélection de personnel dans l'arrondissement.</i></p> <p>Home Depot</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisation d'une rencontre d'information pour les intervenants sur le projet Home Depot. ▪ Préparation avec le CLE d'outils de promotion pour le processus d'embauche. ▪ Visite du Home Depot. ▪ Promotion, affichage et recrutement pour 150 postes. ▪ Coordination et organisation de sept rencontres d'information et de présélection dans le cadre du Salon de l'emploi local. 125 personnes rejointes. ▪ Obtention d'une entente avec l'école Père-Marquette pour la tenue du Salon de l'emploi régional dans les locaux de l'école. ▪ Participation au recrutement pour le salon de l'emploi régional. 400 personnes rejointes. ▪ Pourcentage d'embauche locale non encore disponible. <p>Revitalisation des artères commerciales</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dans le cadre de la revitalisation de la Plaza St-Hubert et de la rue Beaubien, la CDEC a soutenu sept entreprises dans leur processus de recrutement et de sélection pour combler 36 postes. ▪ 70 % d'embauche locale.

SERVICES AUX ORGANISMES ET À L'EMPLOYABILITÉ	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>Technopôle Angus</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La CDEC a collaboré au recrutement et à la présélection de onze entreprises du Technopôle pour combler 35 postes. ▪ 75 % d'embauche locale. <p><i>Coordonner le comité de suivi Home Depot sur l'embauche locale et la formation.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Obtention d'une entente de soutien financier de Home Depot à trois projets de l'arrondissement : Les Appartements supervisés Augustine-Gonzalez, La Maissonette des parents et la maison de jeunes L'hôte-Maison. <p><i>Développer des liens plus étroits avec la Ville de Montréal, le CLE, le CHUM, la Société de développement Angus pour obtenir de l'information sur les entreprises souhaitant s'installer dans l'arrondissement ou en recherche de main-d'œuvre.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Des liens sont faits avec la Société d'implantation du CHUM, la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec pour planifier l'arrivée du CHUM dans la Petite-Patrie et évaluer le potentiel de développement d'entreprises liées à la santé qui pourront s'installer dans l'arrondissement. <p><i>Organiser, en collaboration avec quatre autres CDEC, quatre rencontres d'information sur l'industrie de l'habillement.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Coordination, préparation et organisation, en collaboration avec quatre autres CDEC, de trois ateliers de formation et d'une journée de réflexion sur l'industrie de l'habillement. (Voir C-4)

SERVICES AUX ORGANISMES ET À L'EMPLOYABILITÉ	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
<p>B-6 FONDS D'INITIATIVES LOCALES (FIL)</p>	<p>Soutenir les initiatives du milieu et s'assurer que les fonds locaux aient un impact structurant sur le milieu.</p> <p><i>Faire la promotion du fonds et l'offre de services conseils aux promoteurs souhaitant déposer une demande de financement au FIL.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ En mai 2001, 90 organismes et 184 entreprises ont reçu de l'information sur le fonds, ses orientations et le financement disponible. <p><i>Gérer le Fonds d'initiatives locales conjointement avec le CLE Rosemont-Petite-Patrie.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Travail étroit avec le CLE à toutes les étapes d'analyse et de recommandation de projets. Le comité d'analyse a validé les paramètres d'acceptation des projets pour un budget de 228 000 \$. <p><i>Analyser les projets et coordonner le travail du Comité d'analyse du FIL.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 17 projets ont été analysés et les huit projets approuvés ont permis de rejoindre 250 personnes. <p><i>Assurer un suivi des projets acceptés.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La CDEC assure le suivi des huit projets financés, fait rapport au CLE et accompagne les promoteurs dans la réalisation de leur projet. À ce jour, tous les projets qui se terminent le 30 juin prochain sont en bonne voie de réalisation. Des ajustements ont été apportés à un projet en difficulté. <p><i>Financer un projet spécial de la CDEC : Services conseils spécialisés aux organismes en pré-employabilité.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Voir B-7.

SERVICES AUX ORGANISMES ET À L'EMPLOYABILITÉ	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
B-7 SUPPORT À DES PROJETS SPÉCIAUX	<p>LUTTE À LA PAUVRETÉ ET À LA FAIM</p> <p>Consolidation des organismes de l'arrondissement oeuvrant dans le domaine de la sécurité alimentaire en offrant des services conseils aux organismes en aide alimentaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Deux projets touchant la problématique de la sécurité alimentaire et la pauvreté ont profité des services conseils de la CDEC et ont été financés par le Fonds d'initiatives locales. <p>Mise en place de projets répondant adéquatement à la problématique de la faim.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La CDEC a initié et pilote une démarche avec les autorités du Centre d'éducation des adultes Marie-Médiatrice visant l'implantation d'un projet d'économie sociale au Centre. Ce projet vise à répondre à peu de frais aux besoins alimentaires des étudiants du centre qui vivent souvent en situation de précarité. Ce service de cafétéria servira aussi de plateau de travail pour l'insertion des jeunes suivant une formation dans cette école. ▪ La CDEC soutient la CDC Rosemont dans son projet de centre communautaire dans l'ancien poste de police numéro 51. Dans le cadre de ce projet, la CDEC soutient aussi le développement d'un projet d'économie sociale de services alimentaires. <ul style="list-style-type: none"> <i>Collaborer avec les organismes de l'arrondissement à la réalisation d'une recherche sur les ressources en aide alimentaire et les besoins de la population.</i> ▪ La CDEC a collaboré à la réalisation d'un portrait des besoins et des ressources en aide alimentaire dans la Petite-Patrie et a contribué à la définition des priorités, notamment la mise sur pied d'un resto communautaire dans ce quartier et, à cette fin, une étude de faisabilité est envisagée. <ul style="list-style-type: none"> <i>Participer activement à la Coalition contre la pauvreté et au Collectif d'aide alimentaire.</i> ▪ Depuis avril 2001, la CDEC a contribué à la publication d'un journal, à l'organisation de la marche contre la pauvreté et de soirées d'éducation populaire sur l'impact de la mondialisation des marchés sur la pauvreté.

SERVICES AUX ORGANISMES ET À L'EMPLOYABILITÉ	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>CENTRE COMMUNAUTAIRE JEUNESSE</p> <p>Améliorer l'offre de service aux jeunes de la Petite-Patrie en leur offrant un centre multisectoriel ouvert à la communauté. Soutenir financièrement leur projet d'économie sociale.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réalisation d'une étude de faisabilité pour la mise en place d'un projet d'économie sociale de transformation alimentaire au Centre communautaire jeunesse. <p style="text-align: center;"><i>Accompagner les promoteurs du Centre communautaire jeunesse Petite-Patrie dans l'élaboration de leur projet, de leur montage financier et dans leurs négociations avec des partenaires, les institutions financières et les autorités municipales.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Projet conjoint en discussion avec La Corporation des marchés publics, la SAQ et les organismes jeunesse promoteurs du projet de CCJ pour l'acquisition et la rénovation de l'ancien poste de police no 43, rue Shamrock.

<p>SERVICES AUX ORGANISMES ET À L'EMPLOYABILITÉ</p>	<p>OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / <ul style="list-style-type: none"> ▪ RÉSULTATS OBTENUS </p>
	<p>SERVICES CONSEILS SPÉCIALISÉS EN PRÉ-EMPLOYABILITÉ</p> <p>Développement de nouvelles stratégies pour rejoindre les clientèles les plus exclues du marché du travail.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ce projet de la CDEC a été accepté dans le cadre du FIL en juin 2001 et a débuté en août. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réalisation d'une enquête sur les besoins des organismes en services conseils spécialisés en pré-employabilité. ▪ Mise en place d'un comité de travail – Insertion sociale vers l'employabilité – composé de six organismes (Centre N'a Rive, Magasin Partage Petite-Patrie, Lettres en main, Bouffe Action, CDC de Rosemont et Carrefour communautaire l'Entre-Gens.) <p>Mise en place de projets structurants et appropriés pour répondre aux besoins de la clientèle la plus exclue du marché du travail.</p> <p><i>Définir avec les intervenants en employabilité des stratégies pour recruter et mobiliser les personnes les plus exclues du marché du travail et soutenir le développement de nouvelles approches.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La CDEC, en partenariat avec les organismes membres du Comité de travail Insertion sociale vers l'employabilité, travaille à l'organisation d'un forum d'échange réunissant les organismes en insertion sociale et en employabilité (réalisation prévue à l'automne 2002). Cette activité a pour but de partager les points de vue sur le dépistage, le recrutement et la rétention dans les activités d'insertion à l'emploi, des personnes les plus éloignées du marché du travail. Ce forum sera suivi d'une soirée de promotion des interventions des organismes et des démarches de leurs participants.

SERVICES AUX ORGANISMES ET À L'EMPLOYABILITÉ	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p><i>Offrir des services conseils spécialisés aux organismes tels que : information, recherche, analyse, support à la concertation, au réseautage et au maillage, organisation d'activités de promotion et de recrutement, accompagnement de promoteurs dans l'élaboration de projets novateurs.</i></p> <p><u>Support à la concertation, au réseautage et au maillage :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La CDEC, en partenariat avec les organismes membres du Comité de travail Insertion sociale vers l'employabilité, travaille à l'élaboration d'un projet de réseautage entre organismes en insertion sociale et en employabilité. ▪ Le comité référence, un sous-comité de la Table sur l'insertion à l'emploi Rosemont–Petite-Patrie, mis en place par la CDEC en 1999 ayant pour mandat d'analyser les mécanismes de référence et de développer des moyens pour les améliorer, a, cette année : <ul style="list-style-type: none"> Organisé la diffusion par des jeunes du programme Solidarité Jeunesse de deux cartes ressources des services en employabilité dans un nouveau réseau de partenaires (entreprises, métro de Montréal, Maisons de la culture, etc.). Réalisé une enquête sur la référence du CLE Rosemont–Petite-Patrie vers les ressources externes de l'arrondissement, à vocation régionale et locale ayant des ententes avec Emploi-Québec et des organismes recevant des clients du CLE sans entente. Réalisé une enquête auprès des organismes membres de la Table sur l'insertion à l'emploi Rosemont–Petite-Patrie sur les besoins des personnes en démarche d'insertion professionnelle au plan des services de garde. Débuté l'organisation d'un Forum des ressources externes avec les agents d'aide à l'emploi du CLE Rosemont–Petite-Patrie prévu pour l'automne 2002. <p><u>Accompagnement des promoteurs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Soutien à six promoteurs dans l'élaboration de projets novateurs à être financés par les fondations privées. ▪ Élaboration d'un projet de formation et recherche de financement en cours pour engager une ressource experte en sollicitation auprès des fondations privées. <p><i>Mise en place de projets structurants et appropriés pour répondre aux besoins de la clientèle la plus exclue du marché du travail.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La CDEC, en partenariat avec les organismes membres du Comité de travail Insertion sociale vers l'employabilité, travaille au développement d'un incitatif économique à la mobilisation des personnes éloignées du marché du travail engagées dans une démarche de réinsertion sociale et professionnelle (Fonds de dépannage/Prêt de quartier).

SERVICES AUX ORGANISMES ET À L'EMPLOYABILITÉ	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p data-bbox="625 302 1240 333"><i>Participer à la coordination de la Table sur l'insertion à l'emploi.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="625 365 1425 457">▪ Soutien à la tenue de cinq rencontres de la Table portant sur le bilan et les perspectives de travail ainsi que sur la réalisation du plan de travail du comité référence ci-dessus mentionné.

<p>SERVICES AUX ORGANISMES ET À L'EMPLOYABILITÉ</p>	<p>OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS</p>
	<p>PAC COMMUNAUTIQUE</p> <p>Permettre aux résidents de l'arrondissement de s'approprier les nouvelles technologies de l'information et des communications. Accroître ainsi leur capacité de contribution à l'activité sociale et économique de la communauté et lutter contre toute forme d'exclusion sociale.</p> <p><i>Soutenir, en partenariat avec Communautique et des organismes du territoire, le développement d'un réseau de points d'accès à Internet à l'intention de la population de l'arrondissement, particulièrement des personnes démunies sur le plan socio-économique.</i></p> <p><i>Coordonner la mise en place du programme fédéral PAC dans l'arrondissement.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ À titre de promoteur de projet, et en partenariat avec Communautique et des organismes de l'arrondissement, la CDEC a mis sur pied un service de formation et d'accès à Internet à l'intention de la population. Grâce à un montant de 310 531 \$, octroyé par le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral, ce projet a permis l'ouverture de sept points d'accès. 27 ordinateurs sont disponibles et ont déjà desservi près de 2 000 personnes. Ce projet a permis de créer sept emplois à temps plein. Les points de service dans la Petite-Patrie sont le Magasin Partage de la Petite-Patrie, l'Hôte-Maison, la Maisonnée, la Maison des aînés 2. Les points de service dans Rosemont sont la CDC de Rosemont, l'Entre-Gens et Habitations Nouvelles Avenues. ▪ La CDEC a animé et coordonné un comité directeur composé des organismes partenaires jusqu'en septembre 2001. Visant la prise en charge de ce projet par le milieu, la CDEC a identifié un porteur, le Magasin-partage Petite-Patrie, pour prendre la relève de la gestion et du développement du projet en concertation et en partenariat avec l'ensemble des partenaires. La CDEC maintient sa participation au comité directeur et reste responsable du financement PAC (fédéral) jusqu'à la fin du projet. ▪ La CDEC a contribué à l'organisation du lancement officiel du réseau Internet Rosemont-Petite-Patrie – le Réseau Souris – qui a eu lieu le 11 mars 2001. ▪ Ce réseau permet aux résidents de l'arrondissement de s'approprier les nouvelles technologies de l'information et des communications, d'accroître ainsi leur employabilité et leur capacité de contribution à l'activité sociale et économique de la communauté.

SERVICES AUX ORGANISMES ET À L'EMPLOYABILITÉ	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
B-8 FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ	<p>Soutenir les initiatives du milieu et s'assurer que les fonds locaux aient un impact structurant sur le milieu.</p> <p><i>Offrir services conseils aux promoteurs d'initiatives locales qui veulent déposer une demande de financement dans le cadre du Fonds de lutte contre la pauvreté.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 14 organismes ont reçu des services conseils, 5 projets ont été acceptés à ce jour, 3 ont été refusés et 6 sont en élaboration. ▪ La direction générale de la CDEC participe au comité d'approbation local des projets. ▪ Par ailleurs, la CDEC a accompagné quatre promoteurs en difficulté dans leurs démarches auprès d'Emploi-Québec et du FLCP.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
<p>C-1 ACCUEIL ET RÉFÉRENCE AUPRÈS DES ENTREPRISES</p>	<p>Développer et améliorer l'offre de service auprès des entreprises selon une « approche client ».</p> <p><i>Diagnostiquer les besoins et optimiser les interventions.</i></p> <p><i>Créer des équipes de travail avec des partenaires et des intervenants externes.</i></p> <p><i>Référer le client si nécessaire.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Rencontres d'équipe bimensuelles afin de coordonner les approches client. ▪ Consignation des informations par le système Info-conseil (base de données). ▪ Rencontre en octobre entre les intervenants de la CDEC, les conseillers du SAJE Montréal Métro et le Groupe Conseil Saint-Denis afin de coordonner les interventions des différents organismes. ▪ 3 166 appels reçus en entrepreneurship dont 618 référés à l'externe.
<p>C-2 INFORMATION ET FORMATION</p>	<p>ENTREPRISES EN DÉMARRAGE</p> <p>Rendre accessible les informations générales concernant l'entrepreneuriat pour les entreprises en démarrage.</p> <p><i>Offrir des séances d'information sur les programmes, les fonds et les services offerts par la CDEC et ses partenaires.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Huit séances d'information ont été offertes dont une à l'extérieur de la CDEC. 72 participants. ▪ Le contenu de la séance d'information et le document d'information ont été mis à jour.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>ENTREPRISES EXISTANTES</p> <p>Permettre l'accès à de l'information stratégique.</p> <p><i>Mettre en place un comité de travail pour définir les réseaux d'information et leur contenu et solliciter des partenaires.</i></p> <p><i>Effectuer une recherche sur les références utiles (consultants, travailleurs autonomes du territoire, avocats, fiscalistes...).</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisation d'un événement « Entreprises de l'avenir », destiné aux entreprises et organismes de l'arrondissement et de Montréal ainsi qu'aux partenaires de la CDEC. Cet événement, qui aura lieu le 17 avril 2002, permettra aux participants d'avoir accès à de l'information stratégique concernant l'exportation ou le développement durable et la gestion environnementale. Plus d'une centaine de participants sont attendus. Plusieurs partenaires collaborent à cet événement, les partenaires majeurs étant le ministère de l'Environnement du Québec, Recyc-Québec et Développement économique Canada. L'événement se tiendra sous la présidence d'honneur de M. André Boisclair ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, à l'Environnement et à l'Eau. ▪ Création d'un bottin de référence des ressources : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Élaboration d'une grille de collecte des données. ▪ Identification des besoins exprimés par les promoteurs (tenue de livre, vente, étude de marché, etc.) ▪ Cueillette de l'information interne. ▪ Création de la base de données en cours. ▪ Base de donnée opérationnelle et disponible pour tous les conseillers de la CDEC.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>Obtenir des informations pertinentes et à jour sur les entreprises afin de mieux les connaître et d'intervenir plus efficacement.</p> <p><i>À partir de la mise à jour du REEM (printemps 2001), identifier les secteurs majeurs de l'arrondissement.</i></p> <p><i>Analyser les informations recueillies (REEM) et les comparer aux axes d'orientation du PLACÉE.</i></p> <p><i>Préparer un diagnostic plus poussé.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 3 582 établissements, comptant 49 747 emplois, répertoriés sur le territoire. <p>Les secteurs majeurs sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Soins de la santé et assistance sociale; ▪ Fabrication; ▪ Commerce de détail; ▪ Administration publique; ▪ Services; ▪ Hébergement et services de restauration. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pour l'instant, les interventions de la CDEC priorisent deux secteurs, celui des entreprises de commerce de détail (1066 établissements et 5 928 emplois) et celui des petites entreprises comptant moins de 10 employés qui représente plus de 82 % des établissements de notre territoire. <p>Par ailleurs, le secteur de la fabrication connaît une baisse du nombre d'établissement dans le territoire, entraînant une perte d'emplois. La CDEC verra s'il est possible de mettre en œuvre un plan d'intervention pour contrer cette tendance.</p>
	<p>Se doter d'un outil de travail plus performant de mesures de rendement.</p> <p><i>Implanter une nouvelle base de données informatique de gestion des dossiers d'intervention.</i></p> <p><i>Implanter un nouveau système de classement standardisé.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'analyse et l'implantation de cet outil sont traités dans le cadre de l'Inter-CDEC. ▪ Une restructuration complète du classement du service aux entreprises est en cours et se poursuivra durant l'année 2002-2003. ▪ Tous les employés du service aux entreprises ont été formés pour l'utilisation de la nouvelle base de données LIC (base de données des CLD). ▪ Tous les conseillers de la CDEC ont reçu en mai 2001 une formation sur l'organisation du travail.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
C-3 SERVICES CONSEILS AUX ENTREPRISES	<p>Doter la CDEC d'une offre de service complète en articulant une stratégie de développement de l'arrondissement priorisant les créneaux inscrits dans le PLACÉE.</p> <p><i>Rencontrer nos principaux partenaires en matière de financement et développer des ententes concernant les modalités permettant le financement de nos clients en conformité avec nos fonds.</i></p> <p><i>Rencontrer les intervenants en développement économique (tels Investissement Québec, Montréal International, Ville de Montréal, Info entrepreneurs, les institutions financières, etc.) et solliciter leur collaboration quant au démarchage d'entreprises.</i></p> <p><i>Répertorier les terrains, les immeubles vacants (industriels/commerciaux), les espaces à louer et à vendre et développer des partenariats d'affaires avec les promoteurs immobiliers.</i></p> <p><i>Répertorier et établir des contacts avec les entreprises de l'arrondissement oeuvrant dans les créneaux privilégiés par le PLACÉE.</i></p> <p><i>Établir des contacts et développer des partenariats avec les corporations de valorisation, les incubateurs d'entreprises, etc.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dans tous nos dossiers d'entreprises et projets de développement, nous travaillons à développer de nouveaux partenariats d'affaires, que ce soit au plan du développement économique, du financement, de corporations de valorisation, d'incubateurs, etc. ▪ Une liste de tous ces partenaires est actuellement dressée afin de rendre disponibles tous ces contacts au personnel de la CDEC. ▪ Recherche de locaux vacants et élaboration d'une liste. ▪ Développement de contacts privilégiés avec les agents immobiliers du territoire. ▪ Démarches auprès du Collège de Rosemont pour l'obtention d'un stagiaire en aménagement du territoire dans le but de créer une base de données informatisée. Le Collège ayant reçu de multiples demandes de stages, la demande de la CDEC n'a malheureusement pas été retenue. ▪ Comme ce projet est très important pour les promoteurs et ces informations très en demande, la CDEC est à la recherche d'une autre solution afin de créer une base de données répertoriant les terrains, les immeubles vacants et les espaces à louer et à vendre dans l'arrondissement.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>SERVICES D'INTERVENTIONS CONSEILS</p> <p>Poursuivre l'amélioration des processus d'interventions conseils offerts aux entreprises.</p> <p><i>Élaborer des outils de gestion selon les besoins et améliorer les outils existants.</i></p> <p><i>Réviser les procédures d'une demande de financement en conformité avec la mission de la CDEC.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Compilation des outils existants. ▪ Création d'une trousse d'outils disponibles pour consultation au centre de documentation. ▪ Correction et adaptation de la procédure de financement pour les différents fonds d'investissement. ▪ Révision du modèle du sommaire de projet présenté aux comités. ▪ Proposition d'un modèle de « Sommaire du projet d'entreprise » à nos partenaires en entrepreneurship en vue d'accélérer l'analyse des plans d'affaires.
	<p>SERVICES CONSEILS POUR LES ENTREPRISES EN DÉMARRAGE</p> <p>Intervenir auprès des entreprises en démarrage afin d'assurer leur viabilité et leur rentabilité.</p> <p><i>Rencontrer individuellement les promoteurs afin de déterminer leurs besoins en intervention conseil.</i></p> <p><i>Analyser la demande d'intervention du promoteur/entrepreneur, établir un diagnostic ou un plan d'action.</i></p> <p><i>Fournir l'aide appropriée à la réalisation d'un plan d'affaires.</i></p> <p><i>Participer à l'analyse de financement.</i></p> <p><i>Apporter le suivi de gestion approprié suite au démarrage de l'entreprise.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 571 interventions dont 39 % reliées à des demandes de financement et 15 % reliées à des demandes d'aide à la réalisation du plan d'affaires. <ul style="list-style-type: none"> ▪ 220 demandes de financement. ▪ 85 demandes en aide à la réalisation du plan d'affaires. ▪ 66 demandes en suivi de gestion. ▪ 84 demandes en analyse et diagnostic. ▪ 44 demandes en service conseil spécialisé. ▪ 72 demandes d'information en séances d'information.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>Favoriser l'émergence de nouveaux projets en entrepreneurship pour la clientèle des travailleurs autonomes dans l'arrondissement.</p> <p><i>Soutenir la mesure Soutien aux travailleurs autonomes (STA) avec nos partenaires (Groupe Conseil St-Denis et Emploi-Québec).</i></p> <p><i>Participer à diverses rencontres pour établir les orientations et la sélection des participants et des projets en fonction des orientations du comité des partenaires locaux.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le comité de présélection des projets STA s'est rencontré neuf fois. ▪ Le comité d'approbation des plans d'affaires s'est rencontré huit fois. ▪ 81 entrepreneurs ont bénéficié de la mesure STA. ▪ Création de 75 entreprises et de 97 nouveaux emplois. ▪ 35 % des projets d'entreprises ont été démarrés par des jeunes de moins de 35 ans. ▪ 43 % des projets d'entreprises ont été démarrés par des femmes.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>FLI- JEUNES ENTREPRENEURS</p> <p>S'assurer que les jeunes entrepreneurs aient accès à du financement, en contribution non remboursable.</p> <p><i>S'assurer que les jeunes promoteurs aient accès au programme Jeunes Promoteurs dispensé par le SAJE Montréal Métro - Division Est.</i></p> <p><i>Participer aux rencontres du comité de sélection des projets.</i></p> <p><i>Réviser les orientations du programme Jeunes Promoteurs en fonction des créneaux d'intervention prioritaires de la CDEC.</i></p> <p><i>Améliorer le processus de rétro-information avec le SAJE Montréal Métro – Division Est.</i></p> <p><i>Développer des outils servant à faire le rapport des investissements au comité des partenaires locaux.</i></p> <p><i>Faciliter l'accès aux prêts du FLI.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le comité de sélection des projets pour le programme Jeunes promoteurs s'est rencontré 6 fois. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Seize bourses ont été distribuées, soit la totalité de l'enveloppe disponible : ▪ Un montant total de 96 000 \$ attribué dans le cadre du volet B – création d'entreprises et un montant total de 7 734 \$ attribué dans le cadre du volet C – formation des entrepreneurs. ▪ Création de 12 nouvelles entreprises et de 32 nouveaux emplois. ▪ Des investissements générés de 713 372 \$. ▪ 69 % des bourses ont été attribuées à des femmes. ▪ Le Fonds local d'investissement (FLI) a investi 145 000 \$ dans cinq entreprises financées par le programme Jeunes promoteurs.
	<p>Poursuivre le travail en vue d'optimiser le guichet multiservices avec nos partenaires.</p> <p><i>Maintenir le comité « Parcours entrepreneurial » regroupant le Groupe Conseil St-Denis, le SAJE MM - Division Est et le Centre de suivi et en assurer la coordination.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Rencontre de travail avec le SAJE MM et le Groupe Conseil Saint-Denis sur la production de rapports statistiques. ▪ Révision du modèle de sommaire de projet présenté aux comités.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>SERVICES D'INTERVENTIONS CONSEILS POUR LES ENTREPRISES EXISTANTES</p> <p>Poursuivre l'amélioration du processus d'interventions conseils offertes aux entreprises.</p> <p>Assurer un service conseil de qualité aux entreprises existantes afin d'assurer leur viabilité et leur rentabilité.</p> <p><i>Élaborer des outils de gestion selon les besoins et améliorer les outils existants.</i></p> <p><i>Réviser les procédures d'une demande de financement en conformité avec la mission de la CDEC.</i></p> <p><i>Rencontrer individuellement les promoteurs afin de déterminer leurs besoins en interventions conseils.</i></p> <p><i>Analyser la demande d'intervention du promoteur/entrepreneur, établir un diagnostic ou un plan d'action.</i></p> <p><i>Fournir l'aide appropriée à la réalisation d'un plan d'affaires.</i></p> <p><i>Participer à l'analyse de financement.</i></p> <p><i>Apporter le suivi de gestion approprié.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Compilation des outils existants. ▪ Création d'une trousse d'outils actualisés disponible pour consultation au centre de documentation. ▪ Correction et adaptation de la procédure de financement pour les différents fonds d'investissement. ▪ Révision du modèle de sommaire de projet présenté aux comités. ▪ 339 interventions dont 37 % reliées à des demandes de financement et 24 % reliées à des demandes en analyse et diagnostic. <ul style="list-style-type: none"> ▪ 148 demandes de financement. ▪ 45 demandes d'aide à la réalisation du plan d'affaires. ▪ 50 demandes en suivi de gestion. ▪ 96 demandes en analyse et diagnostic. ▪ 60 demandes en service conseil spécialisé. ▪ Cette année, la CDEC a fait face à une grande demande pour du redressement financier d'entreprises en difficulté. Plusieurs initiatives de la CDEC ont permis à ces entreprises d'éviter la fermeture et la mise à pied des employés. Voici quelques exemples d'initiatives : participation à des comités de gestion, négociations avec des institutions financières avec l'entreprise, diagnostic d'entreprise avec le Centre local d'emploi et le MIC, négociations avec les gouvernements du Québec et du Canada pour des règlements concernant les taxes et les déductions à la source, etc. ▪ Participation de tous les conseillers aux entreprises à une formation donnée par SOLIDEQ sur le suivi d'entreprises en difficulté (13 et 14 novembre 2001).

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>Accroître la compétitivité des PME existantes par le biais de l'exportation.</p> <p><i>Sensibiliser les entreprises au développement des marchés internationaux.</i></p> <p><i>Promouvoir les différents services, programmes et ressources.</i></p> <p><i>Travailler en partenariat avec les ressources (par exemple : DÉC, NEXPRO, BDC, WTC, SEE, CCIEIM...)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisation d'un événement « Entreprises de l'avenir », destiné aux entreprises et aux organismes de l'arrondissement RPP et de Montréal, ainsi qu'aux partenaires de la CDEC. Cet événement qui aura lieu le 17 avril 2002, permettra notamment aux participants d'avoir accès à de l'information stratégique concernant l'exportation. Deux conférences porteront sur l'exportation : l'une concerne les risques selon les pays et l'actualité mondiale, l'autre portera sur le prix à l'exportation ainsi que le choix d'un distributeur. Pour réaliser cet événement des ententes de partenariats ont été conclues avec la CCIEIM, l'EDC et AMCEQ. ▪ Participation à un séminaire sur les exigences douanières relatives aux importations et aux exportations organisé par l'Agence des Douanes et du revenu du Canada (25 janvier 2002). ▪ Présentation des services de DÉC par M. Marcel Séguin et du programme PDME (exportation).

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>Accroître le développement et les chances de pérennité des entreprises existantes</p> <p><u>La problématique de la relève dans les entreprises familiales :</u></p> <p><i>Évaluer les besoins des entreprises familiales au plan de la relève.</i></p> <p><i>Démarcher et recruter des entreprises qui ont un problème de relève.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Compilation des outils et du financement possible et revue de la littérature. ▪ Établissement d'une liste des entreprises concernées par la problématique. ▪ Discussion avec les représentants de la Fondation des familles en affaires et du Fonds de solidarité FTQ pour la formation d'un comité « ad hoc » pour l'aide et la prise en charge commune de cas de relève. ▪ Un cas de relève actuellement traité par la CDEC et le ministère de l'Industrie et du Commerce. <p><u>Le parrainage :</u></p> <p><i>Mettre sur pied un comité de travail en collaboration avec la Fondation de l'entrepreneurship en vue de démarrer un réseau de parrainage.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Participation à un comité de présentation portant sur le mentorat par la Fondation de l'entrepreneurship. ▪ Participation au colloque annuel (deux jours) de la fondation de l'entrepreneursip sur l'implantation d'une cellule de mentorat. ▪ Accréditation pour une cellule associée. ▪ Élaboration d'un plan de travail triennal. ▪ Suivi régulier auprès de la Fondation. ▪ Recherche de financement pour une personne ressource. ▪ Participation à <i>Mentoring Connections /National</i>, conférence de 3 jours (17-18-19 janvier 2002), tenue à Toronto par DRHC. ▪ Choix d'une structure légère qui ne demande pas de personne ressource permanente et qui s'organise autour d'événements organisés par la CDEC. La CDEC présente à toute entreprise en démarrage les avantages du mentorat et leur suggère de se trouver un parrain dont l'expertise est pertinente compte tenu du secteur d'activité. ▪ Neuf promoteurs ont actuellement un parrain. ▪ Acquisition d'un CD-ROM, créé par l'organisme RAME, expliquant ce qu'est le mentorat et s'adressant tant aux parrainés qu'au mentors.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p><u>Les arts et la culture :</u></p> <p><i>Mettre sur pied un comité aviseur composé de gens du domaine des arts et de la culture.</i></p> <p><i>Évaluer la pertinence et la faisabilité de créer un réseau.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Familiarisation avec le domaine d'activités. ▪ Identification des partenaires potentiels pour la mise sur pied d'un comité aviseur. ▪ Mise sur pied d'un comité de travail : Pôle culturel Rosemont–Petite-Patrie qui verra au développement d'activités culturelles à l'échelle de l'arrondissement autour du Cinéma Beaubien. <p>Tenue de trois rencontres de travail qui ont permis l'élaboration d'un plan d'action à court terme.</p>

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p><u>Le développement stratégique :</u></p> <p><i>Mettre en place une équipe de développement stratégique avec le CLE, le MIC, DÉC et autres partenaires.</i></p> <p><i>Coordonner les interventions.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place d'un comité de concertation. ▪ Coordination de trois rencontres avec des représentants de la Ville de Montréal, du CLE et du MIC. ▪ Échanges sur des interventions auprès d'une vingtaine d'entreprises. ▪ Un représentant de DÉC s'est joint à l'équipe lors de la rencontre de décembre. <p><u>La formation :</u></p> <p><i>Organiser et offrir des sessions de formation en collaboration avec DÉC, le CLE et le MIC.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation sur les portails électroniques, offerte en partenariat avec le MIC, prévue pour le 29 octobre 2001. ▪ La formation sur le Fonds national de formation de la main-d'œuvre organisée en partenariat avec le CLE prévue pour la fin novembre a été annulée faute de participants. ▪ Formation offerte aux commerçants de la rue Beaubien et des artères commerciales avoisinantes en février et mars 2002. Treize commerçants ont suivi la formation qui consistait en quatre ateliers de 3 heures visant à les outiller en terme de solutions pour augmenter les ventes, accroître les profits et se positionner face à la concurrence. Les participants ont de plus accès à une banque de 8 heures de consultation individuelle (consultations en cours).
	<p><u>Le suivi :</u></p> <p><i>Avec le Groupe Conseil Saint-Denis, offrir un suivi auprès des travailleurs autonomes qui sont en opération depuis plus de deux ou trois ans.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Plusieurs rencontres avec le Groupe Conseil Saint-Denis ont eu lieu afin d'élaborer une stratégie d'intervention auprès de la clientèle liée au programme Soutien aux travailleurs autonomes (STA). ▪ Organisation conjointe d'un événement de maillage afin de rejoindre les travailleurs autonomes et les petites entreprises (moins de 4 employés) de l'arrondissement. ▪ L'événement a eu lieu le 26 novembre 2001. Il a permis à la quarantaine de participants d'élargir leur réseau et recevoir de l'information sur les services et les fonds d'investissement de la CDEC. ▪ Plus d'une douzaine de travailleurs autonomes sont actuellement suivis par la CDEC dans le cadre de ses fonds d'investissement (FLI, SOLIDE et Jeunes Promoteurs).

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
C-4 AUTRES PROJETS EN ENTREPRENEURSHIP	<p>COLLABORER AU PLAN D'ACTION EN DÉVELOPPEMENT DURABLE</p> <p>Sensibiliser les entreprises existantes de l'arrondissement au projet de plan d'action en développement durable en milieu urbain de l'arrondissement.</p> <p>Favoriser le développement durable et la connaissance des enjeux spécifiques de l'environnement au sein des entreprises locales.</p> <p>Améliorer la performance technologique environnementale des entreprises du territoire.</p> <p><i>Sensibiliser les PME aux avantages de la mise en place de pratiques de saine gestion environnementale et de développement durable.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Consultation auprès de la SODER et d'un Éco-quartier sur la stratégie de sensibilisation. ▪ Distribution du Guide vert de la Ville de Montréal en cours. ▪ Organisation d'un événement « Entreprises de l'avenir », destiné aux entreprises et organismes de l'arrondissement et de Montréal, ainsi qu'aux partenaires de la CDEC. Cet événement qui aura lieu le 17 avril 2002, permettra aux participants d'assister à trois conférences portant sur l'environnement et le développement durable en partenariat avec l'éditeur du Guide vert, RECYC-QUÉBEC, le Collège de Rosemont et le ministère de l'Environnement du Québec. <p><i>Promouvoir auprès des entreprises du territoire la formule de laboratoire industriel en gestion environnementale.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Collaboration avec le Collège de Rosemont pour l'identification d'entreprises potentielles et la préparation du déroulement du projet. ▪ Article distribué en 300 exemplaires en octobre dans le bulletin Vision d'entreprises invitant les entreprises à bénéficier de cette démarche.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p><i>Développer un partenariat avec la SODER et les Éco-quartiers afin de rejoindre des entreprises susceptibles de s'inscrire au programme « Recyclage en entreprise ».</i></p> <p><i>Inciter les entreprises financées par nos fonds locaux à s'inscrire au programme « Recyclage en entreprise ».</i></p> <p><i>Réactualiser les outils et documents juridiques de financement de la CDEC afin d'y intégrer une clause introduisant des principes de développement durable.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Toutes les entreprises financées par la CDEC ont reçu le Guide de gestion des matières résiduelles édité par NIPlastique inc. et écrit conjointement avec RECYC-QUÉBEC, ainsi qu'une lettre de sensibilisation signée conjointement par RECYC-QUÉBEC, l'es Éco-Quartiers et la CDEC. ▪ Concernant l'inclusion d'une clause introduisant les principes de développement durable, le CLD de Montréal travaille déjà à une uniformisation de tous les contrats. La CDEC ne peut donc faire de modifications à ses contrats pour le moment. Par contre, les contrats de la SOLIDE comprennent déjà une annexe intitulée « Environnement et relations de travail » qui reprend certains principes de développement durable.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>Cibler les créneaux suivants : santé et économie du savoir</p> <p>SANTÉ</p> <p>Développer un pôle santé dans l'arrondissement.</p> <p><i>Recenser les entreprises du territoire oeuvrant dans le secteur de la santé.</i></p> <p><i>Promouvoir le quartier Petite-Patrie comme secteur d'implantation pour les entreprises oeuvrant dans le domaine de la santé.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Recensement des entreprises du territoire oeuvrant dans le domaine de la santé. ▪ Recherche d'organismes de financement et de soutien dans le domaine. ▪ Rencontre de plusieurs organismes, dont S3M-coopérative de médecins, capital CDPQ, BDC capital de risque dans la santé. ▪ Suivi auprès des entreprises de l'avancement du projet de pôle santé. ▪ Démarchage d'entreprises liées au domaine de la santé, plus particulièrement des entreprises finalisant leur phase de R&D et s'apprêtant à entrer en phase de commercialisation. Installation de la première entreprise en santé dans le cadre de la création future du Pôle Santé. <p>ÉCONOMIE DU SAVOIR</p> <p><i>Promouvoir le développement durable comme partie intégrante de l'économie du savoir.</i></p> <p><i>Cibler et évaluer les capacités technologiques des entreprises manufacturières en collaboration avec l'Ordre des ingénieurs du Québec par le biais de leur programme « Opération PME ».</i></p> <p><i>Inciter les entreprises à intégrer le développement durable dans leur évolution technologique.</i></p> <p><i>Favoriser le financement d'entreprises poursuivant une démarche de développement technologique.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Recensement des entreprises manufacturières de l'arrondissement susceptibles d'être intéressées par ce programme (octobre 2001). ▪ Diffusion d'information sur le programme dans le bulletin Vision d'entreprises, produit conjointement avec le CLE (octobre 2001). ▪ Différentes stratégies d'intervention auprès des entreprises ont été discutées avec le responsable du programme « Opération PME » de l'Ordre des ingénieurs du Québec.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Une sélection de 25 entreprises manufacturières a été effectuée avec l'aide de l'Ordre des ingénieurs pour son programme et toutes les entreprises financées par la CDEC ont reçu un document explicatif en octobre 2001. Deux entreprises intéressées ont été rencontrées. Cependant, aucune n'a retenu le programme, l'une pour des raisons organisationnelles et l'autre pour des raisons monétaires. ▪ Rencontre avec Hydro-Québec pour établir les possibilités de partenariat avec notre organisation, en particulier dans le cadre du programme « Services à l'implantation des électrotechnologies ». Une entreprise a été admise au programme, mais a déménagé à l'extérieur de l'arrondissement n'ayant pu trouver un local correspondant à ses besoins dans Rosemont–Petite-Patrie. ▪ La CDEC travaille étroitement avec le ministère Industrie et Commerce dans le cadre de son programme Impact PME/Volet Innovation. Une entreprise suivie par la CDEC bénéficiera de ce programme.
	<p>Promouvoir l'ethno-entrepreneurship.</p> <p><i>En partenariat avec les organismes et les associations ayant pour clientèle cible les immigrants et les minorités visibles, déterminer leurs besoins spécifiques en entrepreneurship.</i></p> <p><i>Arrimer nos interventions en fonction des axes d'orientation des intervenants (DÉC, MRCl...).</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Recensement des organismes travaillant auprès de cette clientèle sur l'île de Montréal. ▪ Recherche d'organismes de financement et de soutien pour l'ethno-entrepreneurship. ▪ Après diverses discussions auprès des organismes spécialisés et des entrepreneurs immigrants, nous avons conclu que les entrepreneurs d'origine immigrante doivent passer par le même réseau que l'ensemble des entrepreneurs. Il existe quelques organismes (ACEM, la Fondation du maire de Montréal, la Fondation Mathieu da Costa) qui privilégient les immigrants. Cependant, en général, ces organismes acceptent également des demandes de d'autres types d'entrepreneurs. Le plus grand défi pour les immigrants est d'obtenir du financement auprès des institutions financières, puisque leur expérience canadienne de crédit est inexistante. La CDEC peut soutenir ces entreprises en les finançant par ses fonds d'investissement. ▪ Ces conclusions font en sorte que la CDEC continuera de soutenir financièrement et par des services-conseils les entrepreneurs de toutes origines sans aucune discrimination. De plus, la CDEC poursuivra ses bonnes relations auprès des organismes soutenant l'ethno-entrepreneurship.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>Favoriser et valoriser des interventions communes avec le CLE afin de soutenir les entreprises de notre territoire.</p> <p><i>Développer avec le CLE une stratégie d'intervention commune dans les secteurs prioritaires sur le territoire qui sont le cuir, les textiles et habillement, le commerce et les services, l'imprimerie et l'édition.</i></p> <p><i>Poursuivre l'édition du bulletin Vision d'entreprises.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Préparation et diffusion de 300 exemplaires du bulletin Vision d'entreprises en octobre durant l'événement La Semaine de la PME. <p><i>Envoyer une lettre de bienvenue à toutes les nouvelles entreprises du territoire.</i></p> <p><i>Développer une collaboration avec le CLE afin de soutenir les entreprises du territoire oeuvrant dans le domaine de la santé et de l'environnement.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Sélection d'entreprises œuvrant principalement dans la fabrication reliée aux secteurs mentionnés ainsi que les services aux entreprises.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>Commerce électronique : Inciter les entreprises à prendre conscience des enjeux liés au commerce électronique.</p> <p><i>Recenser les entreprises œuvrant dans le commerce électronique et les entreprises qui ont le potentiel de le faire.</i></p> <p><i>Évaluer la pertinence d'organiser des sessions d'information.</i></p> <p><i>Créer un partenariat avec la BDC et/ou d'autres intervenants dans le domaine du commerce électronique (Institut du commerce électronique, DÉC...).</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation sur les portails électroniques, offerte en partenariat avec le MIC, le 29 octobre 2001. ▪ En avril 2001, la CDEC a tenté sans succès de recruter des entreprises pour une formation sur le commerce électronique offerte par la Banque de Développement du Canada. Les raisons de refus invoqués étaient les coûts d'implantation, le manque de personnel qualifié, le peu de résultats financiers à court terme, etc. ▪ Participation à la <i>Croisière Technologique</i>, le 23 août 2001 organisée par Compu-Finder. Cet événement nous a permis de rencontrer des entreprises technologiques de la région de Montréal et des spécialistes en solutions technologiques. ▪ Toutes les entreprises de l'arrondissement œuvrant dans le commerce électronique ont été répertoriées. Elles sont au nombre de 170, ce qui représente seulement 5 % des entreprises de l'arrondissement. Trente entreprises possèdent un site transactionnel, les autres ont un site Internet qui ne permet pas les transactions en ligne (site de style informatif). ▪ La stratégie d'affaires électroniques est une partie du plan d'affaires d'une entreprise. La CDEC, dans son soutien au plan d'affaires, privilégie la référence auprès d'organismes spécialisés dans ce domaine tels que l'Institut du commerce électronique, la Banque de développement du Canada, Développement économique Canada, etc. Le cas échéant, la CDEC ne possédant qu'une expertise générale, préfère référer les promoteurs à des organismes spécialisés.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>PROJET COMMUN À CINQ CDEC SUR L'HABILLEMENT</p> <p>Se positionner comme intervenants majeurs dans le secteur de l'habillement.</p> <p>Informers les intervenants des CDEC sur l'environnement général du secteur : les tendances, les obstacles et les opportunités.</p> <p>Identifier des pistes d'intervention pour les CDEC.</p> <p>Amener les partenaires gouvernementaux fédéraux, provinciaux et municipaux à favoriser le développement de programmes destinés à la modification de l'environnement de travail de ce secteur.</p> <p><i>Faire un portrait actualisé de l'industrie.</i></p> <p><i>Faire un portrait des politiques et programmes existants pour ce secteur.</i></p> <p><i>Décrire et analyser les interventions des CDEC.</i></p> <p><i>Analyser des modèles d'intervention au Canada et dans d'autres pays occidentaux pour ce secteur.</i></p> <p><i>Identifier des pistes d'action pour les CDEC.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le comité cinq CDEC habillement est composé de cinq corporations de développement économique communautaire soit, la CDEC Ahuntsic-Cartierville, la CDEC Centre-Nord, la CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal, la CDEC Rosemont–Petite-Patrie et le RESO. ▪ Organisation, coordination et préparation du contenu de quatre ateliers de formation destinés aux conseillers des CDEC et à des partenaires. Les ateliers avaient pour but d'acquérir des connaissances spécifiques à ce secteur, mais également de favoriser les échanges entre les CDEC et les acteurs qui sont appelés à jouer un rôle auprès de cette industrie. Les objectifs spécifiques étaient : (1) faire un portrait actualisé de l'industrie; (2) faire un portrait des politiques et programmes existants pour le secteur; (3) analyser des modèles d'intervention au Canada et dans d'autres pays occidentaux dans le secteur; (4) identifier des pistes d'actions pour les CDEC. ▪ Animation de quatre ateliers (contenu, conférence, etc.) qui portaient sur (1) les joueurs et les acteurs de l'industrie, présenté le 3 octobre 2001 par Mme Marie-Claude Michaud du Fonds de solidarité FTQ et par les membres du comité; (2) les enjeux et les défis actuels et futurs de l'industrie, présenté le 10 octobre 2001 par Mme Lyne Bissonnette; (3) des expériences significatives initiées au Canada et à New York, présenté le 17 octobre 2001 par les membres du comité; (4) une réflexion qui s'est tenue le 31 octobre 2001 pour dégager des pistes de solutions sur quatre thèmes : l'organisation de la production; le développement de marchés; les problématiques reliées à la main-d'œuvre; les modes de gestion à développer.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Participation de tous les conseillers du service aux entreprises et de certains agents du service à l'employabilité à ces formations. ▪ Rencontre d'une organisation de support à l'industrie de l'habillement située à New York le 28 août 2001 (Garment Industry Development Corporation). ▪ Rencontre de différents partenaires liés à l'industrie (syndicats, organismes gouvernementaux, etc.) ▪ Préparation et participation à une journée de réflexion pour l'identification de pistes d'intervention. ▪ Rapport <i>L'industrie de l'habillement, une réflexion concertée</i>, déposé en décembre 2001 aux participants des quatre ateliers. ▪ Le comité élabore actuellement un bilan qui sera déposé, en 2002-2003, aux directions des CDEC concernées pour définir une offre de service potentielle. <p>Actualiser l'information du PLACÉE concernant le développement de l'entrepreneuriat et le soutien aux entreprises existantes.</p> <p><i>Revoir les objectifs des deuxième et troisième années en matière d'intervention en entrepreneurship afin qu'ils répondent adéquatement aux projets prioritaires de la CDEC.</i></p> <p><i>Mettre à jour les recommandations de la troisième année du PLACÉE.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réalisé à l'interne. Validation avec les partenaires prévue pour 2002-2003 lors de l'opération bilan du PLACÉE 1999-2002 et l'élaboration du PLACÉE 2002-2005.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
C-5 AUTRES ÉVÉNEMENTS ET PROJETS SPÉCIAUX	<p>BOURSES DE LA FONDATION DU MAIRE DE MONTRÉAL POUR LA JEUNESSE</p> <p>Promouvoir les jeunes entrepreneurs de l'arrondissement.</p> <p><i>Organiser et assurer la réalisation d'un concours pour les jeunes entrepreneurs en collaboration avec la FMMJ.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Trois rencontres ont eu lieu avec les représentants de la FMMJ. ▪ Entente sur les modalités de déroulement du concours. ▪ Entente afin d'octroyer deux bourses de 5 000 \$ aux promoteurs de l'arrondissement. ▪ Dix projets d'entreprises analysés. ▪ Étant donné la qualité des projets soumis, trois bourses ont été octroyées plutôt que deux. ▪ La séance de remise des bourses a été couverte par le Journal du quartier.
	<p>CONCOURS « DEVENEZ ENTREPRENEUR »</p> <p>Favoriser, au niveau local, l'émergence et la visibilité des projets en entrepreneurship.</p> <p><i>Participer au comité organisateur du concours « Devenez entrepreneur », édition 2001-2002.</i></p> <p><i>Faire la promotion du concours auprès des entrepreneurs de l'arrondissement.</i></p> <p><i>Appuyer les entrepreneurs de l'arrondissement dans la présentation de leur dossier de candidature.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Participation à 7 rencontres du comité organisateur du concours. Ce comité est composé des CDEC de l'est de l'Île de Montréal, du SAJE Montréal-Métro et du Collège Maisonneuve. ▪ Participation à une conférence de presse le 12 janvier 2002 pour annoncer la présidence d'honneur du concours, Mme Lise Dion, humoriste et entrepreneure bien connue. Participation au lancement du concours le 22 janvier 2002 au Jardin Botanique. ▪ Rencontre de vingt promoteurs pour la rédaction des plans d'affaires. ▪ 15 des 58 dossiers déposés au concours, soit 25 %, proviennent de l'arrondissement Rosemont-Petite-Patrie. ▪ La date limite d'inscription des candidats était le 28 mars. Le gala de remise des prix aura lieu le 30 avril 2002.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>ÉVÉNEMENT HOMMAGE À NOS ENTREPRISES</p> <p>Favoriser, au niveau local, l'émergence et la visibilité des projets en entrepreneurship.</p> <p><i>Organiser et réaliser un événement mettant en vedette les entreprises de notre arrondissement.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisation d'un événement « Entreprises de l'avenir », destiné aux entreprises et organismes de l'arrondissement et de Montréal ainsi qu'aux partenaires de la CDEC. Cet événement, qui aura lieu le 17 avril 2002, permettra aux participants d'avoir accès à de l'information stratégique concernant l'exportation ou le développement durable et la gestion environnementale. Un cocktail hommage aux entreprises soutenues par la CDEC par ses différents fonds (programme Jeunes promoteurs, Soutien au travail autonome, Fonds local d'investissement, Fonds d'investissement en économie sociale, SOLIDE et FDEM) se tiendra en clôture d'événement et un tableau d'honneur présentant les entreprises financées sera affiché. ▪ Plus d'une centaine de participants sont attendus. Les partenaires majeurs de cet événement sont : le ministère de l'Environnement du Québec, RECYC-QUÉBEC, Développement économique Canada. L'événement se tiendra sous la présidence d'honneur de M. André Boisclair ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, à l'Environnement et à l'Eau.
	<p>ÉVÉNEMENT « OBJECTIF ENTREPRENEURSHIP »</p> <p>Favoriser, au niveau régional, l'émergence et la visibilité des projets en entrepreneurship.</p> <p><i>Participer à l'organisation de l'événement « Objectif entrepreneurship » et offrir des services conseils durant l'événement.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Événement prévu pour le printemps 2002.
	<p>INITIATION À L'ENTREPRENEURSHIP POUR LES ÉLÈVES DU SECONDAIRE</p> <p>Appuyer l'organisme Club Intergénération de la Petite-Patrie à réaliser son programme AGIR visant à stimuler l'entrepreneurship chez les étudiants de niveau secondaire.</p> <p><i>Participer au jury dans le cadre du gala du prix Méritas pour la relève.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Planification avec la responsable de l'organisme. ▪ Réalisation de l'événement prévu en juin 2002.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
C-6 SOUTIEN AUX ARTÈRES COMMERCIALES	<p>Revitaliser le secteur commercial environnant le futur CHUM et le Home Depot.</p> <p>Poursuivre le soutien aux associations de commerçants de l'arrondissement.</p> <p>Accroître la collaboration du CLE pour soutenir les entreprises du territoire.</p> <p>Financer des projets structurants.</p> <p><i>Dans un premier temps, mettre l'accent sur le développement de la rue Beaubien et, dans un deuxième temps, cerner les opportunités de développement du boulevard Rosemont et de la rue Bellechasse.</i></p> <p>Rue Beaubien entre le boul. Saint-Laurent et la rue Saint-Denis :</p> <p><i>Appuyer l'association des commerçants pour rendre opérationnel le programme Opération commerce (POC) de la Ville.</i></p> <p><i>Conjointement avec le POC, offrir un financement des travaux de rénovation aux propriétaires des commerces ayant un impact structurant.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le programme opération commerce de la Ville est entré en opération en mai 2001. Dix-huit bâtiments auront bénéficié de ce programme pour une valeur de 800 000 \$. ▪ Dans le cadre de ce programme, la CDEC a offert un financement FLI aux commerçants et propriétaires d'immeubles désirant faire des améliorations locatives. Aucune demande à cet effet n'a été déposée. <p><i>Avec les partenaires du milieu, identifier les améliorations à apporter à ce tronçon de la rue, fixer les priorités, identifier les responsables et déterminer les échéanciers afin d'intervenir en fonction des objectifs identifiés.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Entente entre l'association des commerçants et la Ville de Montréal pour la réalisation d'une étude d'aménagement de ce tronçon de la rue Beaubien. ▪ Étude en cours. <p><i>Sensibiliser les commerçants à l'aide de l'étude réalisée par le CIRQ sur le potentiel commercial de la rue Beaubien.</i></p> <p><i>Informers les commerçants des services proposés par la CDEC et les inviter à utiliser ses services.</i></p> <p><i>Offrir des services conseils individuels aux commerçants selon leurs besoins.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pendant l'assemblée générale de l'association, les commerçants ont été informés de l'étude sur le potentiel de développement de la rue Beaubien et des services offerts par la CDEC. ▪ Deux rencontres avec l'association et deux rencontres avec les entrepreneurs. <p><i>Identifier et tenir à jour la liste des locaux vacants.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification des locaux vacants en avril 2001.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>Rue Beaubien entre les rues Boyer et Papineau :</p> <p><i>Sensibiliser les commerçants à l'aide de l'étude réalisée par le CIRQ sur le potentiel commercial de la rue Beaubien.</i></p> <p><i>Informers les commerçants des services proposés par la CDEC et les inviter à utiliser ses services.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Sensibilisation sur l'étude du CIRQ et sur les services offerts par la CDEC au cours de quatre rencontres. <p><i>Aider l'association des commerçants à se constituer et à préparer un plan d'action.</i></p> ▪ Quatre rencontres pour l'élaboration du plan d'action. ▪ Plan d'action produit dont les principaux objectifs sont de faire la promotion des commerces et de travailler à l'amélioration de l'apparence générale de ce secteur. <p><i>Offrir la formation pertinente aux commerçants en collaboration avec le CLE et Détail Formation, si les commerçants le désirent.</i></p> ▪ Plan de formation élaboré. ▪ Dépliant promotionnel produit et distribué à tous les commerçants de la rue Beaubien entre St-Laurent et St-Michel (environ 140 commerces). ▪ Quatre commerçants de ce tronçon de rue ont suivi la formation en février et mars 2002. ▪ Les consultations individuelles offertes dans le cadre de la formation sont en cours. <p><i>Aider l'association des commerçants à des événements qui pourront contribuer à une meilleure visibilité de leurs commerces.</i></p> ▪ Événement de promotion réalisé en juin 2001. Participation moindre que prévue en raison d'une chaleur excessive. <p><i>Offrir des services conseils individuels aux commerçants selon leurs besoins.</i></p> ▪ Quatre rencontres individuelles avec des commerçants. <p><i>Identifier et tenir à jour la liste des locaux vacants.</i></p> <p><i>Financer les commerces qui viendront s'installer dans le quartier ou ceux qui sont à l'étape de croissance s'ils rencontrent les critères de financement de nos fonds.</i></p> ▪ Deux projets de financement. Un promoteur a, pour le moment, renoncé à son projet et le deuxième est en développement.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>Rue Beaubien entre l'ave De Lorimier et le boul. Saint-Michel :</p> <p><i>Siéger au CA de l'association des commerçants.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Un représentant de la CDEC siège au conseil d'administration. Cette personne fournit des services conseils aux commerçants et analyse des projets de financement. ▪ Plusieurs rencontres ont été tenues avec le CA et le commissaire industriel. ▪ Tenue d'un événement de promotion des commerces et artistes du quartier le 29 septembre 2001 au parc Molson. L'événement a été un succès en terme d'achalandage et de visibilité des commerçants. <p><i>Sensibiliser les commerçants à l'aide de l'étude réalisée par le CIRQ sur le potentiel commercial de la rue Beaubien.</i></p> <p><i>Informar les commerçants des services proposés par la CDEC et les inviter à utiliser ses services.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Sensibilisation lors des rencontres du CA de l'association des commerçants et lors d'un événement public tenu le 29 septembre au parc Molson. <p><i>Offrir des services conseils individuels aux commerçants selon leurs besoins.</i></p> <p><i>Identifier et tenir à jour la liste des locaux vacants.</i></p> <p><i>Inciter de nouveaux commerçants à s'établir dans ce quartier.</i></p> <p><i>Financer les commerces qui viendront s'installer dans le quartier ou ceux qui sont à l'étape de croissance s'ils rencontrent les critères de financement de nos fonds.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une dizaine de personnes voulant démarrer un commerce sur ce tronçon ont été rencontrées. Une entreprise financée. ▪ Plan de formation élaboré. ▪ Dépliant promotionnel produit et distribué à tous les commerçants de la rue Beaubien entre St-Laurent et St-Michel (environ 140 commerces). ▪ Six commerçants de ce tronçon de rue ont suivi la formation en février et mars 2002. ▪ Les consultations individuelles offertes dans le cadre de la formation sont en cours.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>Boulevard Rosemont et rue Bellechasse entre la rue Saint-Denis et l'avenue Christophe-Colomb :</p> <p><i>Offrir des services conseils individuels aux commerçants selon leurs besoins.</i></p> <p><i>Inciter de nouveaux commerçants à s'établir dans ce quartier.</i></p> <p><i>Financer les commerces qui viendront s'installer dans le quartier ou ceux qui sont à l'étape de croissance s'ils rencontrent les critères de financement de nos fonds.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Six rencontres concernant des projets d'entreprises, mais aucun financement.
	<p>SDC Plaza St-Hubert</p> <p><i>Appuyer les activités de la SDC Plaza St-Hubert.</i></p> <p><i>Collaborer au développement de la stratégie de recrutement des commerçants.</i></p> <p><i>Collaborer à l'amélioration de l'offre de service pour les commerçants de la Plaza.</i></p> <p><i>Financer les nouveaux commerces qui rencontrent les critères de financement de nos fonds.</i></p> <p><i>Offrir un financement pour la rénovation des commerces, conjointement avec le programme Opération commerce de la Ville.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Trois rencontres avec la SDC Plaza St-Hubert concernant la mise en œuvre d'une stratégie de recrutement de commerces et la politique de financement de projets sur la Plaza. ▪ Dix rencontres avec des promoteurs concernant des projets d'entreprises. ▪ Trois projets financés. ▪ Deux bourses Jeunes promoteurs ont été réservées pour des projets d'entreprises s'installant sur la Plaza St-Hubert. La première a été attribuée en décembre, elle a été donnée à une librairie spécialisée. La seconde bourse est réservée pour la prochaine année financière.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>SDC Promenade Masson</p> <p><i>Appuyer les activités de la SDC Promenade Masson.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Participation à l'élaboration d'une parution sur l'achat local dans le journal local. <p><i>Offrir un financement pour la rénovation des commerces, conjointement avec le programme Opération commerce de la Ville.</i></p> ▪ Offre de financement du FLI dans le cadre du programme Opération commerce. <p><i>Faire connaître notre offre de service aux commerçants.</i></p> ▪ Deux rencontres individuelles avec des promoteurs. ▪ Participation dans le processus de choix d'aménagement de la rue Masson, à l'est de la 12^e Avenue initié par la Ville de Montréal auquel ont participé les commerçants du secteur, l'élue municipale, le commissaire industriel et la CDEC.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
C-7 FINANCEMENT	<p data-bbox="625 289 1474 531"> Vingt projets seront financés par nos fonds locaux. Des investissements directs de l'ordre de 1,6 M\$ sont prévus. Par ses fonds locaux, la CDEC prévoit créer et maintenir deux cents emplois, triplant ainsi ses objectifs de l'année 2000-2001. Une attention particulière sera portée aux projets en développement durable ainsi qu'aux projets de l'économie du savoir durable : la santé, la biotechnologie, la science de la vie, l'environnement ainsi que le domaine culturel moteur. </p> <p data-bbox="625 569 669 594">FLI</p> <p data-bbox="625 615 1398 674"> S'assurer que les entreprises aient accès au FLI (Fonds local d'investissement). </p> <p data-bbox="721 690 1081 720"><i>Organiser et participer au comité FLI.</i></p> <p data-bbox="721 737 1411 766"><i>Analyser les demandes de financement et assurer le suivi des dossiers.</i></p> <p data-bbox="721 783 992 812"><i>Assurer la gestion du fonds.</i></p> <ul data-bbox="625 829 1422 1150" style="list-style-type: none"> ▪ Organisation de huit rencontres du comité d'investissement. ▪ Obtention d'un budget supplémentaire de 298 000 \$ pour 2001-2002. ▪ 24 entreprises financées : ▪ Investissements totaux : 1 231 110 \$ ▪ Investissements générés : 8 943 076 \$ ▪ Création et maintien de 294 emplois : 176 emplois créés et 118 emplois maintenus.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>SOLIDE</p> <p>Favoriser l'accès à du financement en capital de risque pour les entreprises de l'arrondissement.</p> <p>S'assurer que les entreprises aient accès au fonds de la SOLIDE (Société locale d'investissement pour le développement de l'emploi).</p> <p><i>Organiser et participer au conseil d'administration et à la gestion des ressources matérielles et financières du fonds de la SOLIDE.</i></p> <p><i>Analyser les demandes de financement et assurer le suivi des dossiers.</i></p> <p><i>Recapitalisation du fonds SOLIDE si nécessaire.</i></p> <p><i>Assurer le suivi des entreprises financées.</i></p> <p><i>Étudier et évaluer l'agrandissement du territoire de la SOLIDE Rosemont-Petite-Patrie.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisation de huit rencontres du conseil d'administration. ▪ Financement accordé à trois entreprises. ▪ Investissements : 150 000 \$, 50 000 \$ par entreprise ▪ Investissements générés : 4 776 000 \$ ▪ Création et maintien de 77 emplois. ▪ Ces trois entreprises technologiques sont localisées au Technopôle Angus.
	<p>FDEM</p> <p>S'assurer que les entreprises aient accès au Fonds de développement de l'emploi Montréal.</p> <p><i>Participer au conseil d'administration du FDEM.</i></p> <p><i>Analyser les demandes de financement et assurer le suivi des dossiers.</i></p> <p><i>Assurer la gestion du fonds.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Participation à deux rencontres du conseil d'administration. ▪ Financement accordé à deux entreprises. ▪ Investissement : 200 000 \$, 100 000 \$ par entreprise ▪ Investissements générés : 1 144 000 \$ ▪ Création et maintien de 73 emplois. ▪ Ces deux entreprises technologiques sont localisées au Technopôle Angus.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
C-8 ÉCONOMIE SOCIALE	<p>Soutenir des projets ou entreprises d'économie sociale ayant un effet structurant.</p> <p><i>Préparer et animer le comité d'investissement du Fonds d'économie sociale.</i></p> <p><i>Analyser et sélectionner des projets et des entreprises d'économie sociale en fonction des priorités de l'arrondissement.</i></p> <p><i>Financement de projets.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Évaluation de 40 projets. ▪ Tenue de huit rencontres du comité FIES. ▪ Financement accordé à 15 projets ou entreprises d'économie sociale, cinq projets en démarrage et neuf projets en consolidation. Un nouveau projet n'a pu être réalisé. Parmi les projets ou entreprises d'économie sociale en consolidation, trois sont financés au niveau régional. ▪ Investissements : 325 372 \$ ▪ Nombre d'emplois créés ou maintenus : 158 dont 54 à temps partiel. <p>Soutien au démarrage : Soutenir le démarrage de projets ou d'entreprises d'économie sociale.</p> <p><i>Valider, avec le promoteur, sa compréhension et son adhésion aux valeurs d'économie sociale.</i></p> <p><i>Évaluer la capacité du promoteur à franchir toutes les étapes nécessaires à la réalisation de son projet.</i></p> <p><i>Doter chaque promoteur d'un plan d'affaires.</i></p> <p><i>Mettre en place des sessions d'information et de formation à l'intention des promoteurs en démarrage.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Tenue de 45 rencontres individuelles d'analyse de besoins afin de réaliser le développement de projets ou d'entreprises. ▪ Accompagnement de dix projets à la réalisation de plan d'affaires dont trois aides techniques dans l'élaboration des prévisions budgétaires. ▪ Les promoteurs de l'arrondissement ont eu l'occasion de participer à des rencontres d'information et à des formations sur le prix de revient organisées par la CDEST. De plus une session d'information a eu lieu, en février 2002, sur la formule coopérative en collaboration avec le Regroupement québécois des coopératives communautaires de travail. <p><i>Poursuivre la formule d'achat de formation et de services impliquant plusieurs CDEC afin d'offrir une gamme plus large d'activités.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Élaboration d'un projet de formation concernant le montage financier du secteur culturel impliquant plusieurs CDEC.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>Soutien à la consolidation :</p> <p>Consolider les entreprises et projets déjà démarrés et assurer leur développement.</p> <p><i>Utiliser les outils employés dans les entreprises privées tels les diagnostics d'entreprises, le calcul du prix de revient, les stratégies de marketing, etc., selon les besoins identifiés.</i></p> <p><i>Travailler à l'obtention d'outils financiers tels des marges de crédits plus substantielles, prêts garantis ou autres.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Financement accordé à sept projets d'économie sociale par le FLI, dont trois CPE. ▪ Financement accordé à deux projets ou entreprises par le RISQ. ▪ Financement accordé à deux projets ou entreprises par le ministère de l'Environnement du Québec. ▪ Un projet a obtenu un billet à payer à la Caisse d'économie Desjardins de la culture. ▪ Diagnostic sur les éléments à améliorer auprès de quatre projets ou entreprises en consolidation. <p><i>Travailler à rendre accessibles les mesures de soutien et d'accompagnement à l'entrepreneurship disponibles au CLE.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Élaboration en cours d'un projet de formation s'adressant aux responsables de garde en milieu familial afin de développer leur profil entrepreneurship.
	<p>S'assurer que les fonds locaux aient un impact structurant sur le milieu.</p> <p>Assurer un suivi régulier des demandes des promoteurs et organismes.</p> <p><i>Réaliser une analyse des besoins de formation des organismes et entreprises d'économie sociale.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La CDEC a assuré un suivi régulier de 10 organismes ou entreprises existants. ▪ Un questionnaire a été élaboré et distribué en décembre 2001 afin d'évaluer les besoins de formation.
	<p>S'assurer que les entreprises soient appuyées dans leur développement.</p> <p><i>Participer au Comité de suivi de l'entente spécifique en économie sociale.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Participation au comité de suivi de l'entente spécifique en économie sociale.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p data-bbox="625 289 1429 346">Soutenir et contribuer à l'harmonisation du développement des Centres à la petite enfance dans l'arrondissement</p> <p data-bbox="722 382 1453 436"><i>Définir, en concertation avec les CPE existants, un plan de développement des CPE et des services à la famille en lien avec le PLACÉE.</i></p> <ul data-bbox="625 472 1469 955" style="list-style-type: none"> <li data-bbox="625 472 1469 651">▪ Un plan quinquennal de développement, défini par les membres des deux tables de concertation CPE de l'arrondissement, est en voie de réalisation. Il s'appuie sur les constats et les résultats des études de besoins des parents de Rosemont et de Petite-Patrie en matière de services de garde. (Étude financée par le FIES l'an dernier). <li data-bbox="625 682 1469 955">▪ Une recherche-action sur les besoins de formation et d'accompagnement des gestionnaires des CPE a été réalisée et financée par le FIES. Le rapport de recherche des consultants du Groupe FBDM Formation de base pour le développement de la main-d'œuvre a été reçu en février 2002. Cette recherche-action a permis de recueillir de nombreuses pistes de travail. Une démarche de priorisation des besoins en cours permettra à la CDEC, de concert avec l'ensemble des gestionnaires des CPE, d'établir un plan de formation et d'accompagnement à court et moyen terme. <p data-bbox="722 991 1364 1045"><i>Soutenir de nouveaux promoteurs de CPE dans leur démarche de financement.</i></p> <ul data-bbox="625 1081 1469 1291" style="list-style-type: none"> <li data-bbox="625 1081 1469 1291">▪ La CDEC, en partenariat avec le ministère de la Famille et de l'Enfance, accompagne dix promoteurs dans le développement de 480 nouvelles places en garderie et soutient, à court terme, la réalisation de trois nouveaux CPE par les services conseils du Service aux organismes et par le Fonds local d'investissement entre autres. Quatre-vingt-quatre nouvelles places ont été ouvertes cette année dans deux installations.

SERVICE AUX ENTREPRISES	OBJECTIFS ET MOYENS PRÉVUS AU PLAN D'ACTION / ▪ RÉSULTATS OBTENUS
	<p>Soutien au développement durable :</p> <p>Assurer le développement et la consolidation des entreprises d'économie sociale oeuvrant dans le secteur de la gestion des matières résiduelles.</p> <p><i>Tenir une rencontre de présentation de l'étude terrain (phase 1 réalisée en 2001) afin de permettre aux entreprises, aux promoteurs de projets et à leurs partenaires de prendre connaissance des résultats et des enjeux qui entourent le développement de ce secteur.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une rencontre de présentation de l'étude terrain (phase 1) a été tenue le 7 juin 2001. Cette étude a été commandée par un comité mis en place et coordonnée par le Chantier de l'économie sociale et réalisée en 2000-2001 par une firme de consultants. Ce comité est composé d'un représentant de l'Inter-CDEC, d'un représentant de la CDEC Rosemont–Petite-Patrie, du CÉSIM et de deux promoteurs. <p><i>Identifier les promoteurs et les entreprises intéressés à participer à la réalisation de la phase 2 de la démarche, soit la structuration d'une offre de service basée sur la consolidation des entreprises existantes et le développement d'un nouveau créneau.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Neuf promoteurs ou entreprises d'économie sociale de l'arrondissement ont démontré un intérêt à participer à la phase 2 de la démarche.